

**UNIVERSITE D'ANTANANARIVO**

**Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie**

-----  
**DEPARTEMENT ECONOMIE**  
-----

**Option « Développement »**

**Mémoire de fin d'étude pour l'obtention du diplôme de Maîtrise  
ès-Sciences Economiques**

**LE ROLE DU COMMERCE INTERNATIONAL DANS LA  
CROISSANCE  
CAS DE MADAGASCAR**

**Présenté par : TODIARISON Ambinindrazana**

**Encadré par : Monsieur RAMIARISON Herinjatovo Aimé**

**Date de soutenance : 5 Juin 2013**

**Année Universitaire : 2011-2012**

## **AVANT-PROPOS**

Dans le Département Economie de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie à l'Université d'Antananarivo, à la fin du deuxième cycle, chaque étudiant est tenu de réaliser un « grand mémoire » portant sur un thème préétabli pour pouvoir décrocher le diplôme de Maitrise ès-Sciences économiques.

Dans ce contexte, nous avons choisi le domaine de l'économie internationale en particulier la branche du commerce international. En commençant à l'époque des grands économistes Adam Smith et David Ricardo, les bases théoriques de libre-échange furent construites. Par la suite, au cours de quelques décennies, les institutions de la Brettons Woods, à l'occurrence la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, n'ont cessé d'encourager les pays de participer librement dans l'échange international.

Ainsi, ce mémoire, quant à lui, a pour thème « le rôle du commerce international dans la croissance : cas de Madagascar ». La constatation du succès des différents pays asiatiques dont les Nouveaux pays Industrialisés Asiatiques et plus récemment les nouveaux pays dénommés BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, South Africa) qui profitent des avantages liés à la participation au commerce international, nous incitant d'étudier et d'analyser les apports du libre-échange à la croissance économique de notre pays. Cependant, maints pays de l'Afrique Subsaharienne comme Madagascar, n'arrivent plus jusqu'à maintenant de sortir sous l'ampleur de la pauvreté par le biais du libéralisme économique.

Pour ce faire, il serait essentiel d'évaluer le contenu et l'ampleur des politiques de l'Etat en matière du commerce extérieur entre autres et particulièrement les efforts effectués par le gouvernement malgache dans le cadre de l'ouverture du territoire national.

Ce travail représente quatre années d'études, de recherches et d'investigation dans le domaine du développement dans lequel le Département Economie a fortement contribué dans la formation et la mise à disposition des ressources cognitives nécessaires à son aboutissement.

## **REMERCIEMENTS**

Avant tout, je tiens plus profondément à remercier le DIEU unique tout puissant de m'avoir donné la vie, l'état de santé favorable ainsi que les forces physique et morale pour la réalisation ce mémoire.

Mes sincères remerciements à Monsieur RAMIARISON Herinjatovo Aimé qui a pu m'accorder son temps précieux à m'encadrer et à me conseiller dans la réalisation de ce mémoire. Qu'il puisse trouver ici l'expression de ma très haute considération et de ma profonde gratitude.

Je remercie également Monsieur le Doyen de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie de l'Université d'Antananarivo, Monsieur le Chef du Département Economie, tous les enseignants du département Economie ainsi que tout le personnel administratif et technique pour toute leur contribution à renforcer ma connaissance tout au long de mes parcours au sein de ce département.

Mes vifs remerciements à tous ceux qui m'ont apporté leurs aides et leurs soutiens, de près ou de loin, parents et amis, à la collecte des données et surtout à la réalisation de ce travail. Puisse ce mémoire de Maîtrise témoigner ma persévérance et marquer mes sentiments les meilleurs à votre égard. Merci, je vous suis très reconnaissante.

# SOMMAIRE

## **INTRODUCTION**

## **PARTIE I : COMMERCE INTERNATIONAL FACTEUR DE CROISSANCE : LES REPNSES THEORIQUES**

### **CHAPITRE I : LES THESES LIBRE-ECHANGISTES : la spécialisation et l'ouverture internationale comme facteurs de croissance économique**

Section 1 : Les modèles de libre-échangiste traditionnels des échanges internationaux

Section 2 : le modèle keynésien et les modèles de la concurrence monopolistique du commerce international

### **CHAPITRE II : LES THEORIES DU PROTECTIONNISME : le libre-échange ne conduit pas toujours à la croissance économique**

Section 1 : La genèse des théories du protectionnisme

Section 2 : Les théories de l'échange inégal

## **PARTIE II : LES APPORTS DU COMMERCE INTERNATIONAL DANS LA CROISSANCE DE MADAGASCAR**

### **CHAPITRE I : POLITIQUE ET TENDANCE DU COMMERCE EXTERIEUR MALGACHE**

Section 1 : Politique commerciale de Madagascar

Section 2 : Evolution des échanges extérieurs Malgaches

Section 03- Intégrations régionales et ses effets

### **CHAPITRE II : EFFETS DU COMMERCE INTERNATIONAL SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE**

Section 01 : Période de protection

Section 02: Période de PAS

Section 03: Période de libéralisation

### **CHAPITRE III : RECOMMANDATIONS**

## **CONCLUSION**

## LISTE DE TABLEAUX ET FIGURES

### **TABLEAUX**

Tableau 1 : Evolution des exportations entre 1976 à 1991.....	39
Tableau 2 : Evolution des exportations Malgache par destination (millions de fmg).....	40
Tableau 3: Evolution des exportations malgaches par produit depuis 1995 à 2001.....	41
Tableau 4 : Evolution des exportations malgaches hors zone franche par destination.....	41
Tableau 5: Evolution des exportations entre 2005 à 2011.....	43
Tableau 6 : Evolution des exportations par principaux pays/Région destinataires entre 2001 et 2009(unité : Milliards d'Ariary).....	43
Tableau 7 : Evolution des importations entre 1976 à 1991.....	44
Tableau 8 : Evolution des importations malgache par pays fournisseurs (millions de fmg)...	44
Tableau 9 : Situation des échanges extérieurs depuis 1976 à 1991.....	45
Tableau 10: Evolution des importations malgaches en zone franche.....	46
Tableau 11: Evolution des importations malgaches hors zone franche par fournisseur.....	46
Tableau 12: Evolution des importations entre 2005 à 2011.....	47
Tableau 13 : Evolution des importations par principaux pays/région fournisseurs entre 2001 et 2009 (Unité : milliards d'Ariary).....	48
Tableau 14: Situation des échanges extérieurs depuis 2005 à 2011.....	48
Tableau 15: Taux de croissance sectoriel du PIB de Madagascar, 1985- 2000.....	53
Tableau 16: Taux de croissance réel du PIB par secteur d'activité entre 2001 et 2009.....	54
Tableau 17: Structure des recettes fiscales à Madagascar, 1995-2001 (en millions de francs malgaches).....	57

## **FIGURES**

Figure1 : Détermination de profit dans le modèle de Brander et Spencer.....	23
Figure 2: Taux de croissance du PIB réel depuis 1960 à 1988.....	51
Figure 3: Part de l'industrie dans le PIB entre 1966 à 1994.....	52

## **LISTE DES ACRONYMES**

AGOA: African Growth Opportunity Act

CASPIC : Crédit d'Ajustement Structurel de la Politique Industrielle et Commerciale

COI : Commission de l'Océan Indien

COMESA : Common Market of Eastern and Southern Africa

DCPE : Document Cadre de la politique Economique

DIT : Division internationale du travail

FASR : Facilité d'Ajustement Structurel Renforcé

FMI : Fonds Monétaire International

INSTAT : Institut National de la Statistique

NPF : Nation le Plus Favorisée

OMC : Organisation Mondial du Commerce

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

PD : Pays développé

PED : Pays en développement

PIB : Produit Intérieur Brut

SADC: Southern African Development Community

# **INTRODUCTION**

## INTRODUCTION

Le phénomène de la mondialisation prend actuellement de l'ampleur et se propage dans le monde. « La mondialisation économique désigne l'accélération, à l'échelle mondiale, des échanges de biens et de services rendue possible grâce à la levée progressive des entraves au commerce dans le cadre du GATT puis de l'OMC, et par le développement des moyens de transport et de communication »<sup>1</sup>. La planète terre est, de ce fait, devenue un plus vaste marché où chacune des nations, en particulier les entreprises, doit profiter de ses potentialités et de ses atouts pour faire face à des concurrences. Alors, la mondialisation conduit au développement de la libéralisation du commerce international.

La mondialisation apparaît alors comme une tendance à l'ouverture des économies, suivie de la suppression de toutes sortes de protections douanière et tarifaire, de l'élimination des différents obstacles qui protègent les produits et les marchés locaux ainsi que l'accélération de la tendance à la libre circulation des marchandises et des capitaux. A cet égard, elle procure des gains en termes de l'approvisionnement des marchés par les produits susceptibles d'être de meilleure qualité et moins coûteux et l'accumulation des moyens de production plus performants incorporant des technologies avancées.

Néanmoins, elle peut entraîner des implications et des risques pour les pays du Tiers Monde présentés sous formes de difficultés pour les produits et les producteurs locaux. Ce qui conduit à la baisse des activités et de l'emploi, l'aggravation de la situation de la balance commerciale. De même, elle peut produire la marginalisation des entreprises ayant une dimension nationale et de petite taille sur les marchés devant les firmes multinationales. Malgré cela, la mondialisation est désormais incontournable, la seule chose à faire par les gouvernements des pays du Tiers Monde est de trouver des moyens efficaces pour réduire les dangers et les implications de la mondialisation.

Pour y faire face, le gouvernement malgache s'efforce d'adhérer à des diverses organisations internationales et régionales du commerce pour différentes raisons, en particulier pour faciliter l'accès aux marchés extérieurs. En effet, au cours des vingt dernières années, Madagascar a adhéré successivement à trois (03) groupements régionaux : la Commission de l'Océan Indien (COI), le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) et la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) pour

---

<sup>1</sup>Mondialisation économique [http://fr.wikipedia.org/wiki/Mondialisation\\_%C3%A9conomique](http://fr.wikipedia.org/wiki/Mondialisation_%C3%A9conomique)

diverses raisons, entre autres, l'accès à un marché plus large, la possibilité d'exercer avec d'autres pays, une stratégie politique commune et en groupe face aux bailleurs de fonds, et l'opportunité de parvenir à l'intégration économique régionale.

« La loi américaine sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique ou AGOA, est entrée en vigueur en janvier 2001 et donne un accès préférentiel au marché américain aux pays africains éligibles »<sup>2</sup>. Au titre de cette initiative, Madagascar bénéficie d'un accès à ce marché plus libre par rapport aux pays qui n'auraient pas signé un accord de libre échange avec les Etats-Unis

La problématique qui se pose est donc de savoir : comment le commerce international peut-il favoriser la croissance économique de Madagascar ? Il s'agit plus précisément d'une question de savoir si la participation des pays en voie de développement, comme Madagascar, au libre-échange lui permet d'améliorer le bien être de l'ensemble de la population, d'augmenter le niveau de production et par conséquent les revenus des ménages. A cet effet, les diverses théories du commerce international, depuis d'Adam Smith et Ricardo jusqu'aux nouvelles générations des auteurs actuels tels que Paul Robin Krugman prix Nobel d'économie en 2008 et Joseph Stiglitz, nobélisé à l'économie en 2001, seront discutées dans la première partie de ce mémoire.

La seconde partie consiste à faire les analyses empiriques des efforts effectués par le gouvernement malgache au commerce extérieur en fonction de leurs politiques appliquées et les effets sur la croissance économique.

---

<sup>2</sup> CREAM, *Etude de la compétitivité de Madagascar sur le marché régional de la SADC*, Cahier de Recherches en Analyses Economiques ,N° 13/2009, p.01

# **PARTIE I**

# **PARTIE I : COMMERCE INTERNATIONAL FACTEUR FAVORABLE OU NON A LA CROISSANCE : LES REPOSES THEORIQUES**

CHAPITRE I : LES THESEES LIBRE-ECHANGISTES : la spécialisation et l'ouverture internationale comme facteurs de croissance économique.

## **Section 1 : Les modèles libre-échangistes traditionnels des échanges internationaux**

Le libre-échange est une doctrine économique qui préconise la liberté des échanges à l'échelle mondiale des biens, des services et des capitaux. L'analyse des auteurs libre-échangistes traditionnels montre que les échanges entre les pays étant un outil d'allocation optimale des ressources au niveau mondial. En effet, l'analyse des relations économiques internationales se préoccupe de la même problématique que celle développée dans un cadre national : la recherche d'un maximum de satisfaction des besoins face aux ressources limitées.

### **1.1-D'Adam Smith à David Ricardo**

Ce sont les deux précurseurs de libre-échange et leurs théories reposent sur un simple principe : la spécialisation.

#### **1.1.1-La théorie des avantages absolus : d'Adam Smith (1723-1790)<sup>3</sup>.**

Selon le paradigme smithien, le commerce entre deux pays est basé sur le principe de l'avantage absolu. Smith lui-même démontre dans son ouvrage intitulé : « la recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations, tome I » que chaque pays a intérêt à importer les biens qu'ils produisent sur place à un coût plus élevé. En effet, chaque pays peut se positionner à se spécialiser dans la production des biens pour lesquels leurs coûts réels de production sont plus faible qu'à l'étranger (avantage absolu) et renonce à la fabrication des autres biens.

Par conséquent, chaque nation doit chercher à se spécialiser dans un secteur qu'il la convient en déployant tous ses facteurs de production dans la fabrication d'un ensemble des biens et services à la satisfaction des agents économiques nationaux. Le principe de spécialisation consiste à concentrer les facteurs de production sur un nombre limité des biens

---

<sup>3</sup> SMITH Adam, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, les grands thèmes, collection idées, GALLIMARD, Paris, 1976, p.259

et services. Ce processus de spécialisation à travers de l'avantage absolu Smithien entraîne la division internationale du travail (DIT) : « *Donnez-moi ce dont j'ai besoin, et vous aurez de moi ce dont vous avez besoin vous-mêmes* »<sup>4</sup>.

Pour plus de détail sur la théorie d'Adam Smith, voir l'encadré n°1 ci-dessous :

### Encadré n°1 : Avantage Absolu d'Adam Smith

#### Production avant la spécialisation

Quantités produites par un ouvrier pendant une année de travail (homme-année)	PAYS		Production totale
	FRANCE	MAROC	
ORANGES (tonne)	3	8	11
VOITURES (unité)	4	1	5

Source : Tableau synthétisé par l'auteur

Sans spécialisation, la production mondiale est de 11 oranges par un ouvrier pendant une année de travail et de 05 voitures.

En appliquant la théorie d'avantage absolu, chacun de deux pays spécialisent au secteur où il est le producteur le plus efficace. Soit la production d'Orange pour Maroc et celle de la voiture pour la France. Dans ce cas, la production après la spécialisation et la consommation après l'échange de deux pays seront comme les suivantes:

#### Production après spécialisation

Quantités/homme /année	PAYS		Production totale
	France	MAROC	
Oranges	0	16	16
Voitures	8	0	8

#### Consommation après l'échange

Quantités consommées	PAYS		Consommation totale
	France	MAROC	
Oranges	8	8	16
Voitures	4	4	8

Constatation : la spécialisation permet d'accroître la production mondiale des biens et services pour une consommation constante de quantité de facteurs de production et permet alors de satisfaire un plus grand nombre des besoins des coéchangistes.

**Source** : MUCCHIELLI Jean-Louis, *Principes d'économie internationale*, Ed. Economica, 1987, p.5

<sup>4</sup>SMITH Adam(1776), *La recherche sur la nature et des causes de la richesse des nations*, éd. Chicoutimi, Québec, tome 1, 25 avril 2002, p.23

## **Gains de l'échange attendus après la spécialisation :**

Le commerce international basé sur la division internationale du travail, ne favorise seulement l'allocation optimale des ressources au niveau mondial, mais, elle est favorable à la croissance économique des pays participants aux échanges internationaux puisque leur niveau de production connaît une augmentation en utilisant la même quantité de facteurs de production existante pour fabriquer un produit dans lequel il en est le producteur le plus efficace. Celle-ci améliore aussi le gain de bien-être de consommateur grâce à la prolifération de la quantité des biens sur le marché (voir encadré n°1).

David Ricardo reprend aussi le principe de la spécialisation. Toutefois, il ne repose pas son analyse en termes d'avantage absolu mais en termes d'avantage relatif.

### 1.1.2- La théorie des avantages comparatifs : de David Ricardo (1817)<sup>5</sup>

L'économiste anglais classique David Ricardo ne fait qu'élargir l'analyse d'Adam Smith sur laquelle il part de l'observation que certains pays ne disposent d'aucun avantage absolu, ce qui est la limite d'Adam Smith. Pour défendre la libéralisation de l'échange, il élabore la théorie des avantages comparatifs (ou relatifs). A cet égard, même si un pays est en désavantage absolu pour les différents produits par rapport à un pays, il aura intérêt au commerce international s'il se spécialise dans les produits où son désavantage est le plus faible.

Pour ce faire, le pays doit rechercher le secteur d'activité où son avantage est le plus grand ou son désavantage est le plus faible. Pour Ricardo, cette recherche est indispensable pour répondre à la préoccupation de l'économiste classique à cette époque c'est-à-dire une économie sans croissance ou « l'état stationnaire » à cause des rendements décroissants, cet état stationnaire induit une augmentation des salaires, une baisse de profits et donc une croissance nulle<sup>6</sup>. Dans ce cas, le pays dont la productivité est faible à cause d'un fort coût de production que ses partenaires, pourra tirer des avantages du commerce international en se spécialisant dans les secteurs d'activités où son handicap est plus faible et ses partenaires se spécialisent

---

<sup>5</sup> RICARDO David, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 3<sup>ème</sup> éd, 1821, traduction Calmann-Levy, Paris, 1970, Chap VII, commerce extérieur, p.102

<sup>6</sup> Alexandre Jean, *Echange international et croissance : Analyse de Ricardo*, p.01

aux secteurs d'activités où leur coût de production est plus faible. Ces derniers constituent le premier apport de Ricardo sur le principe de spécialisation.

Alors, « *Les différences technologiques* expliquent les spécialisations internationales et ceci constitue le second apport majeur de Ricardo ». <sup>7</sup>

### **Gains de l'échange attendus après la spécialisation :**

Avec la spécialisation et l'échange, l'économie mondiale peut tirer un gain en termes de coûts de production. Puisque la production mondiale a augmenté ainsi que celle de la consommation mondiale, chaque partenaire de l'échange peut maximiser sa productivité et obtenir une allocation optimale des ressources productives. Les vertus du libre-échange sont évidemment profitables à la croissance économique mondiale car tous les pays participants réalisent un gain à l'échange.

Ainsi, pour Ricardo, le commerce extérieur est avantageux pour le pays qui le pratique parce qu'il augmente « *le nombre et la variété des objets auxquels on peut employer son revenu* » <sup>8</sup> c'est-à-dire le niveau de bien-être ou le revenu réel. Mais, il ne peut pas néanmoins augmenter « *la valeur de la production nationale* » <sup>9</sup> c'est-à-dire la substitution des biens étrangers aux biens nationaux.

De plus, il constate une hausse temporaire ou passagère de niveau des profits dans les branches orientées vers le commerce avec l'étranger, donc, le commerce extérieur permet à maintenir le taux moyen de profit à un niveau suffisamment élevé, ce qui est pour Ricardo la condition nécessaire et suffisante de l'accumulation du capital et de la croissance de la production.

Pour illustrer la théorie des avantages comparatifs de Ricardo, il s'avère important d'étudier l'exemple suivant : soient deux pays la France et Allemagne produisent entre autre les biens Machines-outils et Automobiles. Dans l'exemple cité en annexe n°3, la France est en situation de désavantage absolu vis-à-vis de l'Allemagne dans la production des deux biens. Elle n'arrive en effet à produire, avec une quantité de travail équivalent à un homme-année que deux machines-outils et quatre automobiles, voir encadré n°2 ci-après :

---

<sup>7</sup> FONTAGNE Lionnel, *Commerce international*, Encyclopaedia Universalis, Octobre 2001, p.08

<sup>88</sup> RICARDO David, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 3<sup>ème</sup> éd, 1821, traduction Calmann-Levy, Paris, 1970, p.100

<sup>9</sup> RICARDO David, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 3<sup>ème</sup> éd, 1821, traduction Calmann-Levy, Paris, 1970, p.97

## **Encadré n°2 : Avantages comparatifs de David Ricardo**

### **Production avant spécialisation**

Quantités produites par ouvrier pendant une année de travail (homme-année)	PAYS		Production mondiale
	FRANCE	Allemagne	
Machines-outils (unités)	2	4	6
Automobiles (unités)	4	5	10
Totaux	6	9	15

Source : Tableau synthétisé par l'auteur

En vertu de la théorie des avantages absolus de Smith, la France ne peut pas commercer avec l'Allemagne puisque ce dernier soit le producteur le plus efficace pour ces deux produits. Alors, en se référant à la théorie de Smith il n'y aura pas de l'échange.

### **Rapport relatif de productivité**

Rapport relatif de productivité	France /Allemagne	Allemagne/France
Machines-outils	$2/4 = 0.5$	$4/2 = 2$
Automobiles	$4/5 = 0.8$	$5/4 = 1.25$

On constate que le travailleur français a une productivité deux fois plus faible que celle d'un travailleur allemand dans le secteur des machines-outils mais elle est seulement une fois et vingt-cinq plus faible dans le secteur automobile. Dans ce cas, la France doit se spécialiser au secteur Automobile dont son désavantage a été plus faible (1.25) alors que l'Allemagne devrait se spécialiser au secteur machines-outils où son avantage absolu est plus élevé (02).

### **Production après spécialisation**

Quantités produites par ouvrier pendant une année de travail (homme-année)	PAYS		Production mondiale
	France	Allemagne	
Machines-outils (unités)	0	8	8
Automobiles (unités)	8	0	8
Totaux	8	8	16

**Constatation** : En appliquant le processus de spécialisation selon la théorie des avantages comparatifs de Ricardo, chaque pays coéchangiste peut augmenter leur niveau de production dans le secteur où il se spécialise avec une quantité de facteur de production constante.

**Source** : MUCCHIELLI Jean-Louis, *Principes d'économie internationale*, Ed. Economica, 1987, p.10

## 1.2- La théorie de dotation factorielle d'Hecksher-Ohlin et Samuelson<sup>10</sup>: modèle HOS

Deux économistes Suédois, Eli Hecksher (1879-1952) et Bertil Ohlin (1899-1979) prix Nobel d'économie en 1977, justifient à leur tour la spécialisation internationale en se fondant sur la production qui exige des facteurs de production que le pays concerné possède en abondance et en priorisant les facteurs de bon marché.

Ensuite, l'économiste Américain Paul Samuelson, prix Nobel d'économie en 1970, reprend cette thèse et élabore le Théorème HOS (du nom de trois auteurs Hecksher, Ohlin et Samuelson). De sa part, le développement des échanges extérieurs induit la convergence mondiale de la rémunération des facteurs de production (Travail et Capital).

Le modèle HOS stipule que : « *Un pays a un avantage comparatif dans le bien dont la production est intensive dans le facteur relativement abondant dans ce pays ; ce bien sera exportable. Inversement, il aura un désavantage comparatif dans le bien dont la production est intensive dans le facteur relativement rare ; ce bien sera importable* ». <sup>11</sup>

Ainsi, ils développent l'idée selon laquelle chaque nation a intérêt à se spécialiser dans le bien pour lequel il a un avantage comparatif. Ce processus de spécialisation dans le modèle de HOS est évidemment complémentaire de la solution prononcée par Ricardo et de Smith. A cet égard, le modèle d'Hecksher-Ohlin a conclu que la spécialisation de Ricardo est en général incomplète. Elle est incomplète puisque, cette fois-ci, les pays conserveront une production dans le bien pour lequel ils n'ont pas tout simplement d'avantage comparatif mais cela dépend en fait des coûts d'opportunité croissants.

Ainsi, selon le théorème de Stolper-Samuelson, le prix des facteurs de production tend à converger au niveau mondial. Un accroissement dans le prix relatif d'un produit augmente la rémunération réelle du facteur de production intensif dans la production de ce bien et diminue celle du facteur de production non intensif dans la production du produit.

---

<sup>10</sup> RAINELLI Michel, *L'Organisation Mondiale du Commerce*, 5ème édition, La Découverte, Paris, , 2000, p.79

<sup>11</sup> MUCCHIELLI Jean-Louis, *Principes d'économie internationale*, Ed. Economica, 1987, p.106

Pour mieux comprendre et de justifier le théorème HOS, voir encadré n°3 :

### **Encadré n°3 : Modèle de HOS**

#### **Justification du théorème HOS**

Produits	TRAVAIL		CAPITAL		Ki /Li	
	France	Espagne	France	Espagne	France	Espagne
Agrumes	3	6	3	2	1	0.33
Machines	2	3	8	6	4	2

Source : tableau synthétisé par l'auteur

Unités de capital et de travail nécessaires à la fabrication d'une unité de bien  $i$  : machines ou agrumes pour deux pays France et Espagne.

On prend l'hypothèse qu'en Espagne le travail est relativement plus abondant que celui de la France. Inversement, le capital est relativement plus rare en Espagne qu'en France.

Pour la France, le rapport K/L dans la production d'agrumes est égal à 1 : le même nombre d'unités de capital et de travail est nécessaire pour produire une unité d'agrumes. Cependant, dans la mesure où le rapport K/L pour les machines est supérieur à 1, les agrumes sont relativement moins intensifs en capital (moins capitalistiques) que les machines.

Pour l'Espagne, on retrouve les mêmes caractéristiques : l'industrie des machines est plus capitalistique que la production d'agrumes.

Par conséquent, en vertu du modèle d'Hechsher-Ohlin, la détermination des avantages comparatifs et la spécialisation de deux nations se sont faites par le biais que la France, abondante en capital, va produire moins cher les machines intensives en capital tandis que l'Espagne, abondante en travail, fabriquera moins cher les agrumes que la France.

**Source** : MUCCHIELLI Jean-Louis, *Principes d'économie internationale*, Ed. Economica, 1987, p.103

#### **Les effets de l'échange sur le prix de facteurs de production :**

On peut analyser les effets d'une telle spécialisation par rapport à l'évolution de la répartition des revenus.

**Au niveau interne** : En participant aux échanges internationaux, cette spécialisation entrainera une augmentation de prix relatif de facteur de production utilisé en abondance dans la fabrication d'un bien échangé par rapport à son prix en autarcie.

Dans l'exemple cité en encadré n°3, les producteurs français se spécialisent dans les machines et cette spécialisation augmente le prix relatif du capital en France par rapport à celui du travail. En Espagne, c'est le prix des agrumes qui augmente par rapport à son niveau autarcique, le processus de spécialisation dans ce secteur accroît le prix du travail et baisse celui du capital.

Ce phénomène a été généralisé et théorisé par Stolper et Samuelson, il est connu de ce fait sous le nom de **théorème de Stolper-Samuelson**. Alors, selon ce théorème : « lorsque le prix d'un bien s'élève, cela augmente le prix du facteur de production intensif dans la production de ce bien »<sup>12</sup>.

**Au niveau international** : l'échange international engendre une convergence des prix relatifs des produits fabriqués dans les deux pays partenaires. Cette convergence va entraîner celle des revenus de facteurs de production. Dit autrement, ce mouvement de convergence des prix relatifs des biens fabriqués sur le marché mondial peut aboutir à l'égalisation internationale des prix relatifs des facteurs de production s'il n'y a pas d'entrave à l'échange. Ce résultat est connu sous le nom de **théorème d'égalisation des prix de facteurs** ou encore théorème d'Heckscher-Ohlin-Samuelson.

**Les gains de l'échange à l'intérieur du pays** : l'échange international en permettant à chaque nation d'exploiter ses avantages comparatifs engendre un gain au niveau de chaque nation. Cependant, à l'intérieur de chaque pays, il existe toujours des perdants et des gagnants de l'échange. Les gains vont donc être inégaux, ils créent ainsi une **demande de protection**.

De ce fait, pour compenser cette distribution inégalitaire du gain de l'échange à l'intérieur des pays, les gouvernements devront instaurer des systèmes de compensation entre les différents détenteurs de facteurs de production afin que ceux qui perdent reçoivent une partie du gain de ceux qui gagnent. On est donc devant un véritable paradoxe de la spécialisation internationale ; souvent associée à la doctrine du libre échange « laisser faire » et « laisser passer », cette spécialisation nécessite l'intervention de l'Etat à l'intérieur de l'économie si on veut obtenir une répartition équitable des gains de l'échange.

Dans notre exemple: avec l'échange international, en France, les détenteurs du capital gagnent alors que ceux du travail perdent. Le cas inverse est observé pour les espagnols.

---

<sup>12</sup> MUCCHIELLI Jean-Louis, *Principes d'économie internationale*, Ed. Economica, 1987, p.139

Dans la réalité, un grand nombre d'individus possède à la fois de la force de travail et du capital, mais ceci en proportions différentes. Alors, les industriels possédant le capital, et les ouvriers et paysans, celui du travail. Sous ces hypothèses, les industriels seront en France favorables à l'échange international et les paysans défavorables. Dans le même ordre d'idée, en Espagne, les industriels seront défavorables à l'échange tandis que les paysans en sont favorables. Dans ce cas, ceux qui voient leurs revenus baisser du fait de l'ouverture des frontières vont être demandeurs de protection.

En effet, si on impose une protection sur la production d'agrumes en France, le prix des agrumes sera supérieur par rapport à celui des machines.

En appliquant le théorème de Stolper-Samuelson, ce sont les français, les détenteurs de revenu du travail qui profiteront de cette augmentation de prix puisque la production agricole est intensive en travail. Alors, les paysans et ouvriers agricoles inciteront le gouvernement à instaurer des protections douanières sur les agrumes importés. En Espagne, les industriels seront demandeurs de protection vis-à-vis des machines importées.

Par conséquent, on peut considérer finalement qu'à travers les échanges de produits, les pays se sont échangés des facteurs de production. L'échange international de produits apparaît ainsi comme un substitut de l'échange international de facteurs de production. Cependant, au cas où les prix des produits s'égalisent sans égalisation des prix de facteurs, alors, le commerce n'augmente plus entre les pays puisque les différences de prix créatrices de l'échange ont disparu. Il en reste finalement la mobilité internationale de facteurs de production. Donc, certains ouvriers agricoles espagnols viendront en France et des industriels français investiront en Espagne. Ainsi, cette situation accentue **l'accroissement de nombre de migrations de facteurs de production d'un pays à un autre.**

## **Section 2 : Le modèle keynésien et les modèles de la concurrence monopolistique du commerce international**

### **2.1- Le modèle Keynésien du commerce international**

Comme on sait que l'analyse du fonctionnement de l'économie dans le modèle Keynésien concerne essentiellement l'analyse à court terme et surtout dans le cadre de l'économie fermée. Mais, dans la mesure où l'investissement est considéré comme le déterminant principal du revenu, l'analyse a pu être relativement transposée dans le long terme. De plus, les composantes de la balance commerciale (Exportations et Importations) sont incorporées dans les agrégats nationaux et ont toujours été considérées comme des grandeurs globales exerçant ou non une influence sur le revenu national. Alors, on peut dire que le modèle Keynésien du commerce international représente une relation directe entre les échanges extérieurs et le revenu national.

Dans l'analyse Keynésienne, les exportations et les importations obéissent à des règles de détermination extrêmement différentes. « Les exportations sont autonomes c'est-à-dire que leur niveau ne dépend pas du revenu du pays considéré. Elles sont déterminées par la demande extérieure qui est fonction du revenu des pays étrangers »<sup>13</sup>.

Quant aux importations, elles sont en fonction du revenu national et l'on a considéré traditionnellement qu'elles représentent une fraction relativement fixe du revenu :

**$M = mY$**  « (Y symbolise le revenu national exprimé en monnaie) »<sup>14</sup>, **m** est égal à la propension marginale à importer, et peut être envisagée comme un coefficient de comportement des consommateurs du pays. Si un pays importe principalement des matières premières et des produits intermédiaires, on peut qualifier **m** comme un coefficient technique de production c'est-à-dire le rapport entre la consommation intermédiaire de chaque branche par produit avec la production de la branche et le produit respectif.

#### **Les gains de l'échange attendus :**

Ils apparaissent surtout à la **formation de revenu national et au changement de niveau d'investissement**. Dans cette tendance, les exportations contribuent alors à la formation de

---

<sup>13</sup>BERTRAND Nezeys, *Commerce international croissance et développement*, Economica , 2<sup>nd</sup> Edition, Paris, 1985, p.25

<sup>14</sup>BERTRAND Nezeys, *Commerce international croissance et développement*, Economica , 2<sup>nd</sup> Edition, Paris, 1985, p.26

revenu national alors que ce dernier détermine le niveau des importations. En effet, tout changement au fil de l'évolution des exportations entrainera des effets similaires au revenu national et au changement dans le niveau d'**investissement**. Si les exportations augmentent, cela signifie qu'une dépense étrangère supplémentaire permet de rémunérer des facteurs de production domestique. Il s'agit d'une **injection dans l'économie**. Inversement, les importations représentent une rémunération des facteurs de production étrangers. Pour le pays importateur, elles constituent **une fuite**.

Pour tout pays, à l'équilibre, le total des injections est égal à des fuites. En économie ouverte, on doit donc écrire :

$$I + X = S + M \text{ Avec } \begin{cases} I = \text{Investissement autonome} \\ X = \text{Exportation} \\ S = \text{Épargne} \\ M = \text{Importation} \end{cases}$$

Le maintien de l'équilibre exige que la somme des variations des injections soit égale à celle des variations des fuites :

Ainsi, un accroissement des exportations engendre une augmentation plus importante du revenu national. Mais ceci ne suffit pas à justifier que l'ouverture extérieure soit un facteur de la croissance économique puisque le multiplicateur du commerce extérieur  $\frac{1}{s+m}$  est inférieur au multiplicateur en économie fermée soit  $\frac{1}{s}$  avec **s** étant la propension marginale à épargner et **m** celle de l'importation.

D'ailleurs, Keynes lui-même était certainement plus favorable au protectionnisme qu'au libre-échange.

## 2.2- Les nouvelles théories du commerce international : les échanges intra-branches

Avant d'aborder les explications selon les approches différentes à ce sujet, un certain nombre d'éléments sembleraient nécessaire pour permettre de mieux connaître ce type d'échanges. D'abord, il faut qu'il y ait échanges croisés de produits similaires. La notion d'échanges croisés n'est autre que la représentation des flux d'importations et d'exportations de grandeurs comparables entre deux pays. Dans les échanges croisés, on doit également distinguer les flux bilatéraux, entre deux pays, des flux multilatéraux entre un pays et tous les autres pays. A priori, ce sont les flux bilatéraux qui répondent les mieux à la définition d'échanges croisés.

Quant à la notion de produits similaires, la difficulté est devenue plus grande. Du point de vue du consommateur, les produits similaires sont des produits qui leurs procurent le même niveau d'utilité et leurs satisfont le même besoin, ils sont alors substituables. Ils peuvent être identiques et simplement différenciés par leurs caractéristiques de consommation.

Du point de vue du producteur, ce sont des biens qui ont les mêmes caractéristiques de production ; ils peuvent être de ce fait substituables dans leur processus de production.

### 2.2.1- La théorie de la demande représentative de Linder<sup>15</sup>

Elle est considérée comme « la première approche qui explique les mécanismes des échanges intra-branches »<sup>16</sup>. Cette approche de Linder se concentre sur la demande domestique représentative puisque, selon lui, les conditions de production domestique sont principalement dictées par la demande intérieure. Cette dernière étant considérée comme les conditions nécessaires pour pouvoir estimer qu'un produit est exportable. De ce fait, plus les pays sont semblables ou bien ayant un niveau de développement plus proche, plus la gamme des produits exportables est identique à celle des produits importables. Ce qui fait que le marché extérieur n'est autre que le prolongement du marché intérieur.

---

<sup>15</sup> MUCCHIELLI Jean-Louis, *Principes d'économie internationale*, Ed. Economica, 1987, p.287

<sup>16</sup> MUCCHIELLI Jean-Louis, *Principes d'économie internationale*, Ed. Economica, 1987, p. 290

Alors, les échanges effectués entre les pays semblables concernent essentiellement des produits proches. Ces pays vont chercher de nouveaux débouchés à l'extérieur où la demande de ce type de produits existe déjà.

Ce mode d'échange nous permet de déduire que les échanges effectués par des entreprises entre les pays semblables et pour des produits comparables sont largement appartenus aux mêmes branches; ce qui pousse les firmes étrangères à s'implanter sur le territoire de leurs concurrents et entraînant ainsi le commerce intra-branche.

Malgré cela, les pays vont alors s'échanger des biens différenciés et la structure de la demande de consommateur dans chaque pays détermine cette différenciation et le degré de qualification des biens. Alors, plus le niveau de vie est élevé, plus les produits demandés sont complexes ou le degré de sophistication est élevé.

De plus, au sein des pays industrialisés, les échanges des produits intermédiaires se développent progressivement et ils vont les réintroduire dans le processus de production. *Ceci nous amène à l'observation de Fontagné en 1991 concernant l'échange intra-branche qui stipule que « c'est une division internationale des processus productifs »<sup>17</sup>.*

### 2.2.2- Concurrence monopolistique : le modèle de Dixit-Stiglitz-Krugman ou le modèle néo-chamberlinien<sup>18</sup>

Dans le modèle de la concurrence monopolistique de Chamberlin, les consommateurs peuvent traiter deux produits comme différents soit pour des raisons subjectives (par exemple : le vendeur d'un produit est plus accueillant que l'autre), soit pour des raisons objectives (il existe des différences physiques entre les deux produits). Dans les deux cas, l'effet est le même : le vendeur dispose d'un monopole relatif sur son produit, limité par l'existence de produits substituables.

Dans la même foulée, Chamberlin développait « un modèle de concurrence monopolistique en évoquant que les firmes sont confrontées à deux courbes de demandes dont la première courbe de demande appartient à l'ensemble des entreprises et la seconde qui décrit

---

<sup>17</sup>FONTAGNE Lionnel, *Commerce international*, Encyclopaedia Universalis, Octobre 2001, p.5

<sup>18</sup>RAINELLI Michel, *La nouvelle théorie du commerce international*, Collection Repère, éd La Découverte, Paris, 1997, p.48

le marché d'un produit d'une firme donnée »<sup>19</sup>. Chaque entreprise raisonne isolement, considère à cet effet qu'elle peut accroître leurs profits en diminuant son prix et elle pense aussi que ses concurrents ne le feront pas de même. Par conséquent, le prix des biens va diminuer pour toutes les firmes.

Plus tard, Avinash Dixit et Joseph Stiglitz, Paul Krugman développèrent leurs approches de type néo-Chamberlinien ce que l'on appelle le modèle de Dixit-Stiglitz-Krugman..

En effet, dans le **modèle en économie fermée**, le consommateur a un goût pour la variété, ce qui conduit la firme à maximiser son profit en produisant une variété quelconque qui n'a pas été mise sur le marché, alors qu'il existe un grand nombre de produit potentiels soit  $n$ . Par ailleurs, un seul facteur de production, le travail, est utilisé.

La plus grande variété améliore le niveau de bien-être. Il est logique de conclure que le consommateur souhaite toujours la présence d'une infinité de variété sur le marché.

Quant à **l'économie ouverte dans le modèle néo-chamberlinien**, on suppose simplement l'existence de deux économies: soit le pays domestique, avec une force de travail  $L$  et le pays étranger avec une force de travail  $L^*$ . Dans ce cas, l'économie étrangère est identique à l'économie nationale à la seule exception de leur taille (ce qui traduit la différence dans le volume de la force de travail). On assiste à des hypothèses qu'à l'ouverture à l'échange, l'économie étrangère produit le même nombre de biens, les prix sont les mêmes et les firmes étrangères génèrent les mêmes productions. Soit, le pays domestique produit  $n$  biens et  $n'$  biens ceux de pays étranger.

De plus, aucun d'entre eux n'a un avantage comparatif dans un des biens et le déterminant de l'échange est simplement la demande de variété. Par contre, toutes les variétés disponibles du produit entrent dans la fonction d'utilité des consommateurs. D'où, la fonction d'utilité est devenue comme la suivante :

$$U = \sum_{i=1}^n V(ci) + \sum_{i=n+1}^{n+n'} V(ci)$$

---

<sup>19</sup>RAINELLI Michel, *La nouvelle théorie du commerce international*, Collection Repère, éd La Découverte, Paris, 1997, p.47

### **Gains de l'échange entre les deux pays :**

Ainsi, les gains à l'échange existent pour les pays aussi bien pour les consommateurs que pour les producteurs.

➤ Après l'échange, les consommateurs profitent de l'augmentation des variétés avec un prix moins cher puisque le nombre des produits a été doublé en passant de  $n$  à  $n+n'$ .

➤ Par ailleurs, du point de vue des producteurs, il y a des gains résultant de l'accroissement des économies d'échelle qui engendrent des coûts unitaires des produits et donc des prix plus bas ainsi que l'augmentation de productivité, d'où les gains pour les producteurs.

Le modèle de Krugman démontre en effet comment avec des coûts décroissants dans la production et une différenciation horizontale du produit, les échanges intra-branche se réalisent entre deux pays parfaitement identiques.

### **Section 3: Synthèse : Libéraliser les échanges commerciaux, quels effets sur la croissance ?**

Dans le cadre d'analyse, issue de la théorie des avantages comparatifs, les gains positifs sont essentiellement liés à l'amélioration de l'efficacité consécutive à la spécialisation dans les activités les plus efficaces.

Il faut rappeler cependant que les théories modernes du commerce international et, notamment, les travaux de Joseph Stiglitz et/ou Paul Krugman se distinguent de cette approche. Il existe des situations dans lesquelles un certain degré de protection peut être nécessaire :

➤ pour maintenir une agriculture vivrière dans certains pays pauvres et les protéger des fluctuations des prix mondiaux des produits alimentaires de base, consécutives à la libéralisation des marchés ;

➤ pour protéger les secteurs industriels stratégiques ou jugés comme tels ;

➤ pour permettre dans les pays en développement l'émergence de secteurs industriels (théorie des industries naissantes) : un certain degré de protection permet de rendre rentable l'investissement dans ces secteurs.

Une critique plus fondamentale à l'approche conduite par la théorie des avantages comparatifs est liée aux coûts de transition consécutive à une ouverture des marchés : les coûts sociaux liés à la mutation et à la reconversion des salariés des secteurs touchés par l'ouverture se transforment en coûts économiques. L'exclusion de ces salariés du marché du travail peut, d'autant plus qu'elle est durable, augmenter leur « inemployabilité », le chômage structurel et, *in fine*, diminuer la croissance potentielle de l'économie<sup>20</sup>.

Selon Paul Robin Krugman et Joseph Stiglitz : « Le libre-échange, un facteur de croissance n'est pas suffisant pour les PED. De ce fait, le libéralisme ou la mondialisation est remise en cause. Stiglitz mentionne que la mondialisation est l'intégration plus étroite des pays et des peuples du monde ont réalisé, d'une part, la réduction des coûts de transport et des communications et d'autre part l'élimination des barrières artificielles à la circulation transfrontalière des biens, des services, des capitaux, des connaissances et dans une moindre mesure des personnes »<sup>21</sup>.

**CHAPITRE II : LES THEORIES DU PROTECTIONNISME: le libre-échange ne conduit pas toujours à la croissance économique.**

### **Section 1 : La genèse des théories du protectionnisme.**

Les théories traditionnelles s'intéressent aux effets du commerce international sur les nations en retenant comme hypothèse de base que **la concurrence est parfaite**. Dans ce contexte, le libre-échange peut apparaître comme non optimal au moment où cette hypothèse de base a été relâchée dans l'analyse de déroulement du commerce international entre les nations en situation du niveau de développement non semblable et des avantages comparatifs différents. Cette situation a été prouvée actuellement dans le cas du grand pays où d'une industrie a des effets externes positifs. On constate alors, dans ces pays, l'existence de pratique d'échange intra-branche et de la concurrence imparfaite.

Rappelons que, dans les nouvelles théories du commerce international retenant une analyse en termes de **concurrence imparfaite**, il est évident que les résultats soient tout-à-fait différents de ceux des théories traditionnelles. L'intervention de l'Etat se traduit comme le centre d'analyse, d'où la question, qui se pose, est de savoir que : A partir de tel niveau l'Etat

---

<sup>20</sup> Lorsque le chômage structurel augmente, la croissance bute plus rapidement sur une insuffisance de main-d'oeuvre, donc sur des tensions inflationnistes et le potentiel de croissance s'affaiblit.

<sup>21</sup> JOSEPH Stiglitz, « la grande désillusion », *Alternative économique*, 2006, p.38

doit intervenir en subventionnant leurs firmes domestiques pour les rendre compétitives à la concurrence ?

Ainsi, c'est un article de James Brander et Barbara Spencer, publié en 1983, qui représente la véritable naissance de la théorie du protectionnisme. A cet effet, leur modèle est devenu le premier modèle de référence de la nouvelle théorie du protectionnisme.

### 1.1-Le modèle de Brander et Spencer<sup>22</sup>.

Ils développaient l'idée selon laquelle, dans le cadre de la concurrence au sein d'oligopoles, il peut exister une politique commerciale (à titre d'exemple : instauration de barrières aux échanges) et/ou une politique industrielle (mise en place de subvention) stratégique qui impliquent un gain pour la nation qui les met en place. Pour ce faire, les pouvoirs publics prennent l'initiative du mouvement stratégique qui permet d'évincer un concurrent étranger ou de détériorer sa situation en améliorant celle des firmes nationales.

La structure de base de ce modèle est la suivante : « soit la firme 1 est une firme nationale qui entre en concurrence avec une firme 2 sur un marché tiers où il n'existe pas de producteur autochtone. La concurrence entre ses deux duopoleurs se fait sur les quantités offertes, et à ce moment là, les pouvoirs publics du pays d'origine de la firme 1 peuvent intervenir, dans une première étape du jeu, en subventionnant les dépenses de recherches-développement (R-D) de la firme domestique, ce qui lui permet d'obtenir un coût de production unitaire inférieur à celui de la firme 2. Dans un deuxième temps, les firmes jouent en déterminant les quantités qu'elles produisent, rien n'est changé pour la firme 2, alors que la fonction de réaction de la firme 1 est déplacée en raison de l'intervention des pouvoirs publics en sa faveur »<sup>23</sup>.

**1.1.1-Détermination du profit et les conditions de concurrence entre les deux firmes :** en se référant à ce modèle, la première étape de résolution, c'est de déterminer les quantités produites par les firmes ce qui leurs permettent de maximiser d'une manière simultanée leurs profits. En effet, la fonction de profit peut présenter comme suit :

---

<sup>22</sup> RAINELLI Michel, *La nouvelle théorie du commerce international*, Collection Repère, éd La Découverte, Paris, 1997, p.87

<sup>23</sup> RAINELLI Michel, *La nouvelle théorie du commerce international*, Collection Repère, éd La Découverte, Paris, 1997, P.87

$$\pi_i(q_1, q_2) = R_i(q_1, q_2) - C_i(q_i, X_i) - V_i(X_i) \quad , i = 1, 2$$

Où  $q_i$  représente la production de la firme  $i$  et  $X_i$  les dépenses en R-D. Alors, les coûts de production des firmes, comme il apparaît dans cette équation, sont influencés par les dépenses en R-D. La R-D est à l'origine d'innovations qui, par hypothèse, diminuent les coûts de production. Par ailleurs, les dépenses de R-D représentent un coût supplémentaire pour la firme, ce qui va normalement de diminuer la recette de la firme considérée.

Après avoir déterminé les quantités de Cournot, on maximise la fonction de profit par rapport à  $X_i$ , compte tenu des équilibres en quantités, soit, pour la firme 1 :

$$\pi_1(X_1, X_2) = R_1[q_1(X_1, X_2), q_2(X_1, X_2)] - C_1[q_1(X_1, X_2), X_1] - V_1 X_1$$

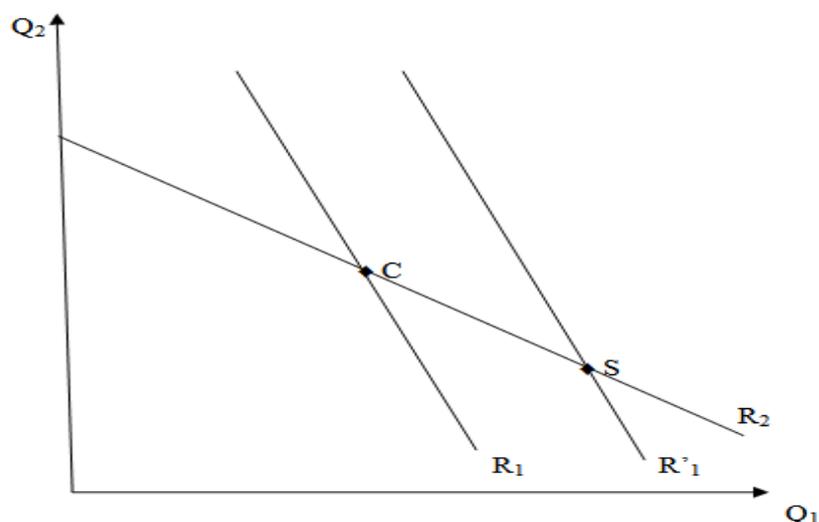
La dernière relation représente les fonctions de réaction en termes des dépenses de R-D, qui influencent notamment les niveaux des coûts et donc des quantités produites par les deux firmes.

Ainsi, en vertu de cette analyse de Brander et Spencer, elle nous permet de comprendre que l'intervention des pouvoirs publics a pour but de modifier les conditions de concurrence entre les deux firmes. A cet égard, lorsque la concurrence sur le marché tiers se fait sans intervention des pouvoirs publics en faveur de leur firme nationale 1, l'équilibre atteint est celui de Cournot (point C de figure). En revanche, l'action des pouvoirs publics, en déplaçant la fonction de réaction de la firme 1 de  $R_1$  vers  $R_2$ . Par conséquent, cet intervention de l'Etat induit à la firme 1 d'atteindre l'équilibre de Stackelberg<sup>24</sup>, où le profit est plus élevé pour elle, la firme 1 étant alors en situation de **leader de stackelberg** (point S).

---

<sup>24</sup>L'équilibre de Stackelberg : Heinrich Von Stackelberg, dans un ouvrage paru en allemand en 1934, a introduit une modification importante au modèle de Cournot. Dans le marché de duopole de Stackelberg, les deux firmes sont asymétriques : l'une est en position de meneur parce qu'elle connaît la fonction de réaction de l'autre, qui ne peut être qu'un suiveur. Le meneur choisit la quantité qui lui assure le profit maximal, en tenant compte de la fonction de réaction de suiveur.

**Figure 1 : Détermination de profit dans le modèle de Brander et Spencer**



**Source :** Figure synthétisée par l'auteur

Néanmoins, ce qui différencie le présent modèle à celui de Stackelberg, c'est l'intervention de l'Etat qui transforme la firme 1 en meneur ou leader alors que, dans l'analyse de Stackelberg, il y a une difficulté sur la détermination des rôles entre les entreprises c'est-à-dire rien n'est imposé a priori. Puisque le meneur améliore son profit par rapport à l'équilibre de Cournot, le suiveur voit le sien détérioré.

### **1.1.2-Effets de cette pratique d'intervention de l'Etat à l'échange international :**

Actuellement, cette situation est souvent trouvée dans la pratique des échanges internationaux que les firmes des pays en développement ont subi. Les entreprises des PED qui n'ont bénéficié des subventions d'exploitation ni des subventions de leurs R-D, vont confronter la concurrence avec des firmes des pays industrialisés auxquelles leurs R-D ou la partie de leurs coûts d'exploitation sont financés par leurs pouvoirs publics. Dans le même ordre d'idée, les producteurs agricoles des PD ont bénéficié des aides de l'Etat alors que ceux des PED ne les sont pas.

Dans cet égard, les firmes et les producteurs agricoles des PD sont trouvées plus compétitives que ceux des PED. Et ils ont accaparé de maintes fois plus grande part de marché que sur le territoire national qu'au niveau international.

## 1.2-La théorie du « protectionnisme éducateur » de Friedrich List (1789-1846) : le protectionnisme offensif ou la protection des industries naissantes<sup>25</sup>.

L'œuvre de List s'oppose à la pensée des économies classiques, à ce qu'il nomme la fameuse théorie « Cosmopolite » anglaise mise au point par Adam Smith et David Ricardo. Puisque cette école cherche à démontrer tout l'avantage pour les nations à se spécialiser selon leurs « avantages absolus » (Smith) ou « comparatifs » (Ricardo) pour atteindre de plus grandes possibilités de consommer des deux biens grâce au libre –échange total. Pour List, ces arguments lui semblent nier complètement la situation inégale qui existe entre les nations coéchangistes car certaines des nations déjà atteindront un stade de maturité économique, avec un développement plein et entier du secteur manufacturier, d'autres étant restées au stade agricole et s'évertuant par diverses protections à développer un tel secteur à leur tour.

En effet, dans les apports théoriques de sa pensée, List insiste sur la nécessité d'avoir un secteur manufacturier conséquent pour assurer l'indépendance nationale, car les nations entretiennent entre elles des rapports inégaux fondés sur des niveaux différents de développement économique. Alors, un Etat qui dépend de l'étranger pour ses approvisionnements stratégiques (en biens manufacturés par exemple) se place dans une situation fort dangereuse et en tout le moins de dépendance.

**Une politique commerciale comme faisant partie d'une stratégie de développement :** hormis ces biens publics fournis par l'Etat, il est nécessaire pour une économie afin de parvenir à l'émergence d'un grand secteur manufacturier d'instaurer une politique commerciale intelligente, qui n'est ni protectionnisme absolu, ni libre-échange aveugle. Compte tenu d'une vision plus approfondie du développement, List distingue la politique commerciale optimale à adopter selon le niveau de développement atteint. A cet égard, il voudrait établir la politique commerciale d'une nation notamment par étapes et d'une manière évolutive selon le progrès des forces productives intérieure.

A cet effet, en se basant de la vision de List sur les étapes de la politique commerciale, on peut les résumer en trois grandes rubriques la plus conséquente et essentiellement sous contraintes de progrès des forces productives de la nation dans les ordres suivants :

---

<sup>25</sup>BOUCHER Michel, « List et la théorie de l'industrie naissante », *L'Actualité économique*, vol. 49, n° 2, 1973, p.01

➤ En première étape, lorsque le niveau de développement des « **forces productives** » est très faible, le libre-échange s'avère parfaitement utile. C'est en effet en échangeant avec des nations plus avancées qu'un pays arriéré peut apprendre des techniques et des procédés jusque là ignorés. Dit autrement, il y a une sorte de leçon à apprendre au cours de l'échange avec d'autres pays qui se trouvent à des situations plus avancées que le nôtre, auxquelles l'économie nationale pourra acquérir des nouvelles technologies qu'elles ne l'avaient pas auparavant et d'améliorer leurs techniques productions en vue de développer l'industrialisation nationale. Ces idées est en résumé par List, « *l'expérience de tous les pays et de tous les temps enseigne que tant qu'un peuple est à l'état barbare, un commerce entièrement libre, qui écoule les produits de sa chasse, de ses pâturages, de ses forêts et de ses champs, ses matières brutes de toute espèce en un mot, et lui fournit des vêtements, des outils, des meubles plus parfaits et le grand instrument des échanges, les métaux précieux, lui procure d'immenses avantages* »<sup>26</sup>.

➤ En second étape, une fois que le pays se développe économiquement, le libre-échange n'est plus aussi favorable : « *(l'expérience) enseigne aussi que le même peuple, à mesure qu'il avance en industrie et en civilisation, ne voit plus ce commerce d'un œil aussi favorable, et qu'il en vient finalement à y trouver des dangers et un obstacle à ses progrès ultérieurs* »<sup>27</sup>. Ce que List appelle expérience n'est rien d'autre que son analyse du développement économique de pays européens aux cours des 16<sup>ème</sup>, 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> siècles. Ainsi, on peut conclure que le libre-échange trop prématuré peut ruiner les tentatives d'un développement manufacturier national.

Pour soutenir ces idées, List a pris l'exemple, l'Allemagne qui était un pays agricole avec l'embryon d'industrie peu compétitif face à la puissance industrielle de Royaume Uni. Si on baisse les droits de douanes en Allemagne, les produits industriels britanniques inonderont l'Allemagne et les industries naissantes allemandes disparaîtront rapidement. Puisqu'à cette

---

<sup>26</sup> FRIEDRICH LIST 1998, p.124-125, extrait de l'article de JEAN-CHRISTOPHE Defraigne (Institut d'Etudes Européennes UCL) et JEAN-LUC de Meulemeester (Université Libre de Bruxelles, « Le Système National de List 1998: La fondation du réalisme pluridisciplinaire en économie politique international », *la pensée économique Allemand*, éd Economica, Paris, 1998, p.05.

<sup>27</sup> FRIEDRICH LIST, 1998, p.125, extrait de l'article de JEAN-CHRISTOPHE Defraigne (Institut d'Etudes Européennes UCL) et JEAN-LUC de Meulemeester (Université Libre de Bruxelles, « Le Système National de List 1998: La fondation du réalisme pluridisciplinaire en économie politique international », *la pensée économique Allemand*, éd Economica, Paris, 1998, p.05.

époque, les prix des produits manufacturés allemands étaient supérieurs de ceux de britanniques alors que la qualité des produits allemands les sont inférieures.

Parlant des accords bilatéraux ainsi que multilatéraux voire les intégrations régionales de libre commerce signés par Madagascar avec les autres pays étrangers, en vertu de la théorie de protectionniste éducateur de List, on peut souligner que Madagascar sera inondé de produits manufacturés d'origine extérieurs. Cette inondation a pour premier effet la ruine soudaine et complète des fabriques malgaches. Comme disait List : « *Parlant des traités de libre commerce entre l'Angleterre et le Portugal (1703), puis avec la France (1786), il souligne : « immédiatement après la mise en vigueur de ce traité, le Portugal fut inondé de produits manufacturés anglais, et cette inondation eut pour premier effet la ruine soudaine et complète des fabriques portugaises, en effet tout à fait semblable à celui du traité d'Eden conclu plus tard avec la France et à celui de la suppression du système continental en Allemagne »*<sup>28</sup> .

Ainsi, les pays placés en retard en matière d'industrialisation, comme Madagascar qui désire atteindre le degré de développement économique des pays développés doivent donc intervenir et appliquer une politique industrielle en faveur de l'industrie naissante.

➤ La troisième et la dernière étape, lorsque le secteur manufacturier atteint sa maturité, List préconise alors un retour vers le libre-échange : « *puis, enfin, après avoir atteint le plus haut degré de richesse et de puissance, par un retour graduel au principe du libre commerce et de la libre concurrence sur leurs propres marchés étrangers, ils préservent de l'indolence leurs agriculteurs, leurs manufacturiers et leurs négociants et les tiennent en haleine afin de conserver la suprématie qu'ils ont acquise »*<sup>29</sup>

Dans la logique de l'ordre des idées de cette théorie, List a donc une vision évolutionniste en stades du développement industriel et de la politique commerciale. La pensée listienne est dynamique en ce qu'elle vise le développement des forces productives et non pas comme l'Ecole Classique la quantité de valeurs échangeables (vues comme un tout homogène).

---

<sup>28</sup> FRIEDRICH LIST, 1998, p.171-172, extrait de l'article de JEAN-CHRISTOPHE Defraigne (Institut d'Etudes Européennes UCL) et JEAN-LUC de Meulemeester (Université Libre de Bruxelles, « Le Système National de List 1998: La fondation du réalisme pluridisciplinaire en économie politique international », *la pensée économique Allemand*, éd Economica, Paris, 1998, p.06.

<sup>29</sup> FRIEDRICH LIST, 1998, p.229, extrait de l'article de JEAN-CHRISTOPHE Defraigne (Institut d'Etudes Européennes UCL) et JEAN-LUC de Meulemeester (Université Libre de Bruxelles, « Le Système National de List 1998: La fondation du réalisme pluridisciplinaire en économie politique international », *la pensée économique Allemand*, éd Economica, Paris, 1998, p.08.

Dit autrement, le commerce extérieur d'une nation ne doit pas être apprécié, comme celui de marchand, exclusivement d'après les théories de valeurs (les valeurs travail et échange ainsi que celle de l'utilité) préconisées par les classiques ou les défenseurs de libéralisme, c'est-à-dire la seule considération du produit matériel du moment qu'un pays doit se spécialiser, sans tenir compte l'aspect évolutif et la qualité de cette spécialisation.

Alors, la théorie protectionnisme éducateur incite, en même temps, un pays de garder son regard envers l'ensemble des rapports d'où dépendent son existence, sa prospérité et sa puissance dans le présent et dans l'avenir. Donc, List adopte une perspective de long terme de la stratégie du développement économique qui passe par son industrialisation et donc l'utilisation d'un protectionnisme partiel et temporaire, et semble avoir quitté ou négligé des coûts à court terme : « *la nation doit faire le sacrifice et supporter la privation de richesses matérielles, pour acquérir des forces intellectuelles ou sociales ; elle doit sacrifier des avantages présents pour s'assurer des avantages à venir. Pour une nation... une industrie manufacturière développée dans toutes ses branches est la condition d'un haut degré de civilisation, de prospérité matérielle et de puissance politique* »<sup>30</sup>.

### 1.3-Le protectionnisme défensif ou la protection des industries vieillissantes : Nicolas Kaldor<sup>31</sup>

Le protectionnisme défensif a été théorisé par Kaldor au 20<sup>ème</sup> siècle. Ce protectionnisme a pour but de défendre les exportations étrangères de l'invasion commerciale étrangère pour éviter le chômage, pour protéger des secteurs exposés à la concurrence mondiale. Certains pays développent cette politique pour protéger leurs industries vieillissantes qui occupent un grand nombre d'actifs. C'est alors une mesure protectionnisme temporaire. De plus, ce type de protection a aussi pour but de défendre les intérêts d'un pays et la protection de ses habitants. Les formes des mesures se focalisent de plus en plus aux barrières non tarifaires en citant les normes environnementales et sanitaires (exemple : vache folle, grippe aviaire etc.) ; les blocs économiques régionaux comme par exemple Union Européen, Alena, Asean ainsi que SADC.

---

<sup>30</sup> FRIEDRICH LIST, 1998, p.262, extrait de l'article de JEAN-CHRISTOPHE Defraigne (Institut d'Etudes Européennes UCL) et JEAN-LUC de Meulemeester (Université Libre de Bruxelles, « Le Système National de List 1998: La fondation du réalisme pluridisciplinaire en économie politique internationale », *la pensée économique Allemand*, éd Economica, Paris, 1998, p.08.

<sup>31</sup> ROUGET Frédéric Daniel, « Le libre-échange et protectionnisme », CP de SES Mayotte, 2006-2009, p.02

### 1.3.1-Pourquoi la tentation du protectionnisme défensif ?

Le protectionnisme éducateur prôné par List est un protectionnisme offensif. Pour lui, il convient de protéger les industries qui se créent contre la concurrence d'entreprises étrangères ayant déjà atteint un seuil de forte productivité.

Kaldor quant à lui prône un protectionnisme défensif pour les raisons suivantes:

- Faire face à la concurrence déloyale, c'est-à-dire au dumping social (bas salaire à l'étranger), au dumping monétaire (sous évaluer la monnaie nationale afin de favoriser les exportations), et aux subventions des Etats ;
- Défendre une activité et/ou un secteur d'activité menacée dont la position tend à se dégrader ;
- Protéger les industries satisfaisant des besoins vitaux de la population locale ainsi que les industries traduisent des externalités positives ou en aval des autres secteurs d'activités;
- Protéger les industries vieillissantes afin de préserver l'emploi. C'est une grande précaution nécessaire pour faire face essentiellement à la crise.
- Pour des raisons de sûreté nationale, il faut protéger les industries de l'armement et du nucléaire c'est-à-dire protéger des activités stratégiques, dangereuses.

Les mesures protectionnistes doivent se contenter d'accompagner la reconversion du secteur au risque d'un pays qui l'applique sans que l'on puisse penser qu'il s'agit de la meilleure allocation des ressources. Ces mesures peuvent concerner des industries vieillissantes (charbonnages, textile, agriculture) ou/et des industries stratégiques (matériel militaire, aéronautique, écologie).

Si le protectionnisme se fait éducateur, il peut aussi être défensif : certaines situations réclament des mesures de sauvegarde pendant un temps déterminé (activité en déclin ou reconversion) et certains domaines d'activité doivent toujours être maintenus pour diverses raisons comme l'indépendance nationale, la sécurité alimentaire, énergétique, les considérations écologiques.

### 1.3.2-Les effets bénéfiques de ce protectionnisme défensif

Nous pouvons alors regrouper en quatre angles distincts les effets bénéfiques attendus de ce protectionnisme défensif.

Son premier effet réside essentiellement dans la **lutte contre le chômage**. En effet, pour limiter les fuites financières (on consomme à l'étranger) nées des politiques de relance, on protège les produits nationaux (ce qui limite les importations). Notons bien que les politiques de relance permettent alors une hausse des revenus ce qui implique une hausse de la consommation et une hausse des investissements se traduisant enfin en hausse des emplois.

Voici quelques exemples récents de protectionnisme défensif effectué par les Etats-Unis d'Amérique : « *en 12 septembre 2009, le président Barack Obama a décidé de porter à 35% (contre 4%) les droits de douane sur les pneus en provenance de la Chine. Cette surtaxe a pour raison que le syndicat du secteur sidérurgique (USWA) qui représente 600000 membres aux Etats-Unis faisait valoir qu'un triplement des importations des pneus chinois entre 2004 et 2008 avait détruit 5000 emplois. Pour la même cause, le 05 mars 2002, le président G. Bush mettait en place une surtaxe de 30% sur les importations d'acier aux Etats-Unis* »<sup>32</sup>.

Deuxièmement, le protectionnisme défensif permet de rendre plus efficace la maîtrise plus libre de sa croissance économique. En effet, le protectionnisme défensif peut être un moyen de desserrer la contrainte extérieure (on dépend du solde de la balance commerciale) et d'accroître la capacité des Etats à mener des politiques économiques et sociales autonomes.

Troisièmement, le protectionnisme défensif a des effets bénéfiques sur la protection sociale (éviter le dumping social, préserver le système de protection social...). Alors, le protectionnisme défensif est un système collectif de prise en charge des risques individuels de la vie (maladie, chômage, vieillesse) ou des certaines contraintes de la vie économique et sociale (maternité et famille).

---

32KATSHINGU Remy K, « Protectionnisme et entraves au commerce international » *Dissertation Gratuites* { en ligne }, octobre 2012, p 06 <http://www.dissertationsgratuites.com/dissertations/Protectionnisme-Et-Libre-Echange/426813.html>

Quatrièmement et le dernier effet concerne le facteur d'indépendance à travers la protection des secteurs clés (défense nationale, éducation, productions vivrières...). Dit autrement, il est une politique économique ou ensemble des mesures visant à défendre une activité dont la position tend à se dégrader à l'international.

## **Section 2 : Les théories de l'échange inégal**

### **2.1- La théorie de l'échange inégal d'obédience marxiste de Samir Amin et Arghiri Emmanuel**

L'objectif de cette théorie est de donner un nouvel éclairage sur le concept de l'échange inégal et de proposer une stratégie d'analyse des inégalités commerciales par le biais de régulation en ce domaine. A l'origine, la théorie de l'échange inégal voudrait répondre à la nécessité de dépasser non seulement les théories du développement, mais aussi les théorèmes économiques classiques qui promettaient la prospérité aux pays du sud par le biais du commerce international. Les théories marxistes définissent l'échange inégal comme un **rapport social de production entre les pays du « centre » et de la « périphérie »**<sup>33</sup>

L'idée commune aux théories de l'échange inégal est que, contrairement à ce qu'affirment les modèles inspirés des avantages comparatifs, tous les pays ne sont pas forcément gagnants au libre-échange, parce que les avantages comparatifs négligeraient les rapports de force internationaux, qui font que certains pays fixent les règles du jeu à leur avantage. Samir Amin, par exemple, « insiste sur la différence entre le " centre ", qui fixe les règles du jeu, et la " périphérie " »<sup>34</sup>. La domination du centre sur la périphérie, permet le développement de l'échange inégal, qui se fait au profit des pays riches et aux dépens des pays pauvres, peut prendre différentes formes :

Le rôle de la période de colonisation a été mis en avant par des auteurs qui remarquaient que les pays du Tiers-Monde sont souvent des anciens pays colonisés.

---

<sup>33</sup> RENE Audet, « Les inégalités Nord/Sud dans la régulation commerciale : Analyse critique des certifications dans l'agriculture alternative », Archipel { en ligne }, 2006, p.09, <http://www.archipel.ugam.ca/3187/>

<sup>34</sup> RENE Audet, « Les inégalités Nord/Sud dans la régulation commerciale : Analyse critique des certifications dans l'agriculture alternative », Archipel { en ligne }, 2006, p.10, <http://www.archipel.ugam.ca/3187/>

A la suite de cette perspective des rapports de production, les principaux théoriciens de l'échange inégal affirmeront en effet que les contradictions entre les rapports de production de capitaliste ont mené au cours du premier tiers du XX<sup>ème</sup> siècle à un nouveau compromis social entre les principales forces du Nord, c'est-à-dire le capital, le travail et l'Etat afin de garantir la croissance continue des pays industrialisés. Ce compromis aura toutefois une conséquence majeure sur les relations commerciales entre le Nord et le Sud : d'où l'instauration d'un nouveau rapport social de production inégalitaire entre le centre et la périphérie.

Il y a trois points qui méritent d'être bien soulignés dans cette théorie :

Primo : La théorie de l'échange inégal préconisée par Arghiri Emmanuel et Samir Amin affirme que les pays en développement sont toujours perdants dans l'échange international. Puisque la faiblesse des rémunérations dans les pays du Sud permet l'exploitation de la périphérie (Tiers Monde) par le centre (Pays capitalistes). Autrement dit, il y a l'échange entre deux pays en supposant que leurs deux balances commerciales sont équilibrées, mais il semble alors de constater que le contenu en travail des importations n'est pas égal à celui des exportations. Alors, l'exportation de produits manufacturés et de produits primaires ne se font pas à un prix où les quantités de travail incorporées dans les biens échangés sont égales.

Etant donné que la quantité de travail incorporant dans la fabrication du produit est un des facteurs déterminants de la valeur d'un produit, les PED espèrent pouvoir améliorer les termes de l'échange en sa faveur. Au contraire, les termes de l'échange des pays dominés se détériorent toujours. Cette analyse est fondée sur la théorie de la valeur travail selon laquelle la valeur des marchandises a été déterminée à la quantité de travail nécessaire à leur production. D'après cette théorie de la valeur travail, au fur et à mesure la quantité du travail incorporée dans la fabrication d'un tel produit s'élève, le prix de ce produit progresse au même rythme. Cependant, la chose est loin d'être observée dans la réalité. Puisque les pays du Sud exportent de plus en plus des produits primaires et des produits textiles qui sont en vertu des théories de l'avantage comparatif et de dotation factorielle, nécessitent l'utilisation d'un certain nombre du travail ou main d'œuvre plus nombreux que ceux des produits exportés par les pays du Nord.

Secundo : Dans le même ordre d'idées, cette théorie nous affirme qu'il y a une détérioration des termes de l'échange entre les produits échangés sur les marchés mondiaux

selon les qualités des produits et leurs origines. En effet, les prix des produits primaires exportés par les pays du Tiers Monde baissent par rapport aux prix des produits manufacturés importés. Autrement dit, le prix relatif des produits manufacturés et primaires c'est-à-dire le rapport de prix (manufacturés/primaires) était inférieur et plus favorable aux pays du Sud qu'actuellement. La détérioration des termes de l'échange est à l'origine d'une manière à une autre de différence de gains de productivité entre les travailleurs des PD et PED. A cet effet, l'augmentation de l'efficacité est préposée aux baisses de prix et donc transférés aux importateurs dans les PED.

Tertio : Enfin, les formes de spécialisations préconisées par Ricardo semblent avoir condamné les pays du Sud dans la production des produits primaires d'une période indéterminée. A cet effet, certains Pays moins avancés et les Pays en développement ont été cantonnés depuis de décennies dans la spécialisation impasses ou générant très peu de valeur ajoutée. De telle spécialisation ne servent que les pays industrialisés pouvant importer de bon marché les biens manufacturés. En revanche ces PED n'ont aucune chance d'amorcer un quelconque décollage à long terme avec de telles spécialisations.

Malgré tout cela, un certain nombre de critique surviennent. Il est vrai que la plus grande partie des produits textiles, appareils ménagers et informatiques, bientôt des automobiles et même certains services consommés en Occident, proviennent des pays émergents. Mais cette vision des choses est partielle. Lorsque les PD exportent 100 euros d'Airbus contre 100 euros d'écrans plats des pays émergents, la quantité de travail contenue n'est pas la même dans chacun de ces produits. Les pays riches échangent peu de travail contre beaucoup de travail venant des pays pauvres, la différence de qualification et de productivité étant loin d'expliquer la différence de salaire.

Autrement dit, **à commerce extérieur équilibré**, « plus les pays du Nord « perdent des emplois » (dans le sens où, s'ils avaient fabriqué les produits qu'ils importent au lieu de ceux qu'ils exportent, le nombre d'emplois serait plus élevé), plus leurs termes de l'échange s'améliorent, c'est-à-dire plus l'échange devient inégal à leur avantage. Les pays exportateurs du Sud, et a fortiori leurs travailleurs surexploités, ne sont pas responsables de la façon dont les pays de l'OCDE organisent délibérément, compte tenu de la productivité résultant des techniques utilisées, la répartition du volume d'emploi de telle sorte qu'il y ait

*parmi eux des dizaines de millions de chômeurs et qu'on en tire prétexte pour baisser les salaires les plus faibles ou flexibiliser davantage le « marché du travail »<sup>35</sup>.*

Enfin, l'économiste Arghiri Emmanuel avait décortiqué le mécanisme de l'échange inégal. Certes, il s'était trompé en pensant que jamais aucun pays du tiers-monde ne réussirait à s'extraire de la spécialisation en produits primaires et donc du sous-développement. Mais sa **thèse principale** était exacte : **la circulation des capitaux entraîne la fixation de prix mondiaux qui traduisent une inégalité des quantités de travail échangées, au détriment des pays à bas salaires.**

Ainsi, on peut déduire que les termes de l'échange s'améliorent en faveur des pays capitaliste alors qu'ils enregistrent beaucoup des chômeurs. Quant aux pays en voie développement, ils peuvent être améliorés ou renforcés leurs situations d'emplois, c'est-à-dire peu de chômage. Mais toute chose égale par ailleurs, cette détérioration des termes de l'échange a des impacts en retour sur les marchés du travail des pays du Sud et surtout sur les rémunérations des travailleurs et aussi à la capacité des entreprises du Sud d'embaucher des travailleurs qu'en termes de qualité ou de quantité.

---

<sup>35</sup> HARRIBEY Jean-Marie, « contre l'échange inégal », *politix* { en ligne }, n°1046, 02 avril 2009, p.02

# PARTIE II

## **PARTIE II : LES APPORTS DU COMMERCE INTERNATIONAL DANS LA CROISSANCE DE MADAGASCAR**

### **CHAPITRE I : POLITIQUE ET TENDANCE DU COMMERCE EXTERIEUR MALGACHE**

#### **Section 1 : Politique commerciale de Madagascar**

##### **1.1-De 1960 à 1975**

Vers les années 1960, année de l'indépendance de Madagascar, la politique commerciale de l'Etat s'était focalisée sur la protection contre certaines importations et la promotion d'importation des biens intermédiaires. En 1962, « le gouvernement Tsiranana produit un document détaillant certaines options de plan de développement. Le plan vise comme objectif l'accroissement de la part des investissements dans le PIB, et adopte une orientation vers une économie d'import-substitution »<sup>36</sup>.

Le successeur du président Tsiranana, le général Ramanantsoa au pouvoir entre 1972-1975 a initié des politiques économiques, basées sur le socialisme. A cet effet, la politique commerciale de l'Etat s'orientait nécessairement à des politiques restrictives des produits importés auxquels des diverses barrières à l'importation ont été mises en place. Il s'agit de promouvoir le traitement des produits domestiques primaires, et d'encourager aussi les industries de substitution aux importations.

##### **1.2- De 1975 à 1985**

Au cours de cette période, dans le cadre de la charte de la révolution socialiste Malagasy, le gouvernement malgache commence à souligner la nécessité d'augmenter la production agricole afin de réduire les importations. Il annonce aussi une « politique d'exportation à outrance »<sup>37</sup>.

La politique commerciale de la seconde République a voulu principalement rendre la politique d'investissement à outrance plus efficace. Rappelons que cette politique d'investissement à outrance a été instaurée dans le but de relancer la politique de

---

<sup>36</sup> *PROJET MADIO, La politique industrielle à Madagascar : Les traits marquants de 1960 à nos jours*, Francis ANDRIANARISON, Février 1996, p.5

<sup>37</sup> *PROJET MADIO, La politique industrielle à Madagascar : Les traits marquants de 1960 à nos jours*, Francis ANDRIANARISON, Février 1996, p.10

développement industriel. Pour atteindre cet objectif, les importations malgaches se concentraient plus essentiellement sur des matériels et équipements industriels, et l'état restreint des importations des biens produits par les industries domestiques c'est-à-dire les industries de substitution à l'importation.

### 1.3- Pendant la libéralisation : De 1985 à nos jours

Durant cette période, la politique commerciale de Madagascar est orientée à la mise en œuvre des engagements pris au titre des Accords de l'OMC. Dans ce contexte, les autorités malgaches s'efforcent d'être en conformité avec les différents Accords de l'OMC.

Au début, la politique du commerce extérieur malgache est influencée par la politique d'ajustement structurelle. En effet, la politique commerciale doit être conforme à des politiques libérales, conditions préconisées par le FMI et la Banque Mondiale, c'est-à-dire le libre-échange.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique d'ajustement structurel que le pays a déjà entamé depuis la fin des années 1980, de nombreuses mesures ont été prises concernant les échanges extérieurs. Ces mesures ont été mentionnées dans le document intitulé « EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES MADAGASCAR, Rapport du gouvernement »<sup>38</sup> il s'agit surtout de:

- Procéder au démantèlement des régimes de licences d'importation et des autres barrières non tarifaires;
- Eliminer progressivement les droits tarifaires frappant les échanges intra-régionaux;
- Application de trois taux non-zéro de 5%, 15% et 25% vis-à-vis des pays non-membres de la COI et du COMESA avec une moyenne pondérée de 15%;
- Eliminer toutes restrictions frappant les exportations de Madagascar, abstraction faite d'une petite liste négative;
- Eliminer toutes restrictions frappant les échanges de services.

---

<sup>38</sup>OMC, Organe d'examen des politiques commerciales, *Examen des politiques commerciales Madagascar rapport du gouvernement*, OMC, **WT/TPR/G/80** 19 janvier 2001, p.10

### 1.3.1- Les mesures de la politique commerciale

#### i) Structure du tarif douanier

Pour faire face aux exigences d'une économie libérale, Madagascar a procédé à une réforme du système de tarification depuis 1988 dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel. Le tarif de 1988 comportait quelques 69 taux de droits. Actuellement, « le pays a procédé à un regroupement de tarif des catégories à 4: 50%, 15%, 25%, 30% »<sup>39</sup> avec une moyenne pondérée de 17%. La réduction progressive du taux maximum de droit extérieur (Droits de Douane + Taxe d'Importation) a été aussi entreprise: de 80% en 1988 à 30% depuis 1997. Un droit d'accise est applicable aux importations et il est à noter l'application du tarif extérieur commun du COMESA.

#### ii) Programme de libéralisation des échanges

Depuis 1988, un régime de libéralisation progressive du commerce a été adopté par Madagascar. A cet effet, les licences d'importation et d'exportation ont été supprimées. Dans le cadre de l'Ajustement Structurel, le pays s'est engagé, sur la base de réciprocité, à suivre le calendrier de désarmement tarifaire défini dans la loi de finances 1996 vis à vis des pays de la COI et du COMESA.

A cet effet, « depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2000, Madagascar et Maurice appliquent le taux 0% sur leurs échanges de produits originaires dans le cadre de la COI. Du côté COMESA, depuis le 31 Octobre 2000, neuf pays dont Madagascar se sont engagés dans la Zone de Libre Échange »<sup>40</sup>.

### 1.3.2- La structure de taxation des importations

Madagascar a appliqué plusieurs taxes différentes sur les importations. La structure actuelle en vigueur stipule que les marchandises importées sont soumises aux droits de la **Nation la Plus Favorisée (NPF)**, composés d'une taxe d'importation, d'un droit de timbre et une taxe statistique d'importation. La taxe sur la valeur ajoutée (20%) ainsi que des droits sur

---

<sup>39</sup>OMC, Organe d'examen des politiques commerciales, *Examen des politiques commerciales Madagascar rapport du gouvernement*, OMC, **WT/TPR/G/80** 19 janvier 2001, p.16

<sup>40</sup>OMC, Organe d'examen des politiques commerciales, *Examen des politiques commerciales Madagascar rapport du gouvernement*, OMC, **WT/TPR/G/80** 19 janvier 2001, p.17

certaines produits (principalement les boissons alcoolisées, les produits à base de tabac, les produits en caoutchouc et les véhicules) sont perçus à la frontière sur les importations.

En effet, la grande Ile octroie le statut de NPF à tous ses partenaires commerciaux. A la suite de ces normes, « le tarif **ad valorem** à titre du NPF comporte sept (07) taux de taxe d'importation différents, allant également de 0 à 30% dont un droit du timbre de 1%, et une taxe d'importation statistique de 2% »<sup>41</sup>.

### 1.3.3- Autres barrières non tarifaires potentielles

Plusieurs mesures non-tarifaires appliquées par Madagascar sont susceptibles de ralentir, voire de freiner les échanges internationaux, si ces mesures étaient administrées de façon arbitraire ou discriminatoire.

**Au niveau des importations**, Madagascar applique 63 normes à des produits différents. Ces normes sont non discriminatoires puisqu'elles s'appliquent de façon uniforme tant aux biens importés qu'aux biens produits par les entreprises nationales.

**Au niveau des exportations**, la plupart des exigences en matière d'enregistrement et de licence d'exportation a été abolie. Il existe une redevance d'exportation de 1,5 % sur les produits transformés en bois. Celle-ci est versée au Fonds National Forestier par les exportateurs. Il existe également des contrôles à l'exportation sur le bois géré par la Direction Générale des Eaux et Forêts du Ministère de l'Environnement. Bien qu'en théorie, ceux-ci puissent créer des distorsions, l'imposition d'une redevance à l'exportation modérée vise essentiellement à financer les programmes de reboisement et de lutte contre la déforestation.

Ainsi, malgré les réductions apportées aux barrières tarifaires depuis le milieu des années 1980, la taxation des importations reste relativement élevée par rapport aux normes internationales. Il nécessite alors des efforts à effectuer pour atténuer les objectifs préconisés de la libéralisation.

---

<sup>41</sup>DRAFT, *Madagascar Cadre intégré Étude diagnostique sur l'intégration du commerce*, DRAFT, Madagascar, Tome 1, 19 Juin 2003, p.56.

## Section 2 : Evolution des échanges extérieurs Malgaches

### 2.1- Exportation

#### 2.1.1-De la période de protectionnisme jusqu' à la première moitié de PAS (1975 jusqu'au début des années 90)<sup>42</sup>

Les exportations malgaches ne cessaient d'augmenter pendant cette période. Au total, elles se chiffraient à 270 920,8 millions de Fmg en 1976-1979, et passaient à 434 226,7 millions de Fmg en 1981-1984, et à 1 275 001,5 millions de Fmg en 1988-1991. Une augmentation à 707 582,5 millions de Fmg des exportations de produits agricoles en 1988-1991 était le point le plus remarquable de cette période.

**Tableau 1 : Evolution des exportations entre 1976 à 1991**

GROUPES DES PRODUITS	Valeur en millions de FMG		
	1976-1979	1981-1984	1988-1991
Produits Agricoles	211 684,1	342 190,1	707 582,5
Produits de l'élevage et de la pêche	20 946,8	41 174,9	279 141,7
Produits manufacturés	14 197,4	22 367,9	83 659,6
Produits minéraux	24 092,5	28 493,8	204 617,7
TOTAL	270 920,8	434 226,7	1 275 001,5

Source : INSRE (Stat-Douane), nos propres calculs.

#### i) Les pays de destination des produits d'exportation malgache

Quant à la question de destination des produits d'exportations malgaches, les pays de la communauté Economique Européenne (CEE) se trouvent en première position avec une part de 41,25% durant 1975-1978, de 50,62% au cours 1981-1984 et de 50,67% au cours de 1988-1991. Ensuite, les pays américains (Canada et les Etats-Unis) et les asiatiques tiennent le second rang, suivis par les pays de l'Afrique, les autres pays européens et l'Océanie (voir tableau 2).

<sup>42</sup> SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'AJUSTEMENT (STA), *L'Ajustement Structurel à Madagascar 1995*, STA, 1995p.10

**Tableau 2 : Evolution des exportations Malgaches par destination** (millions de fmg)

Pays/Région	1975-1978	1981-1984	1988-1991	% valeur 1975-1978	% valeur 1981-1984	% valeur 1988-1991
CEE	124 091,8	259 488,1	968 112,9	41,25	50,62	50,67
EUROPE (Autres pays)	22 334	38 167,2	99 699	7,42	7,45	5,22
AFRIQUE	29 100,1	30 274	207 295,6	9,67	5,91	10,85
AMERIQUE	65 344,7	87 203,3	271 125,2	21,72	17,01	14,19
ASIE	59 647,4	97 113,8	362 766,3	19,83	18,94	18,99
OCEANIE	292,3	396	1 691,4	0,10	0,08	0,09
TOTAL	300 810,3	512 642,4	1 910 690,4	100	100	100

Source : INSRE (Stat-Douane), nos propres calculs

### 2.1.2-Pendant la seconde moitié de l’Ajustement Structurel et la libéralisation (Des années 90 jusqu’en 2000)

Avec le développement des zones franches, les exportations malgaches ont nettement progressé et leur composition a été sensiblement modifiée.

En 2001, le textile et les tissus représentent plus de 30,4% des exportations malgaches contre environ 14,6% en 1995. Notons que la quasi-totalité de ces produits proviennent des zones franches.

La place de la vanille, grâce à une hausse sensible des cours, a également beaucoup progressé. La vanille représente environ 17% des exportations malgaches en 2001 contre 8% près en 1995.

Les crevettes prennent le troisième rang de l’ensemble des produits exportables malgaches avec une proportion de 10,6% en 2001 alors qu’ils étaient de 12,5% en 1995.

Cependant, la situation des exportations du Café mérite bien d’être soulignée à cause de plus forte diminution des exportations de ce produit, passaient de 18,1% en 1995 à 0,4% en 2001 (voir tableau 3).

**Tableau 3: Evolution des exportations malgaches par produit depuis 1995 à 2001**

Milliards FMG	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	% Valeur 1995	% Valeur 2001
Textiles et tissus	306,4	358,8	595,7	938,2	1299,5	2189,3	1724,4	14,6%	30,4%
Vanille	165,8	73,9	111,8	120,0	160,2	390,3	955,2	7,9%	16,8%
Crevettes	263	256,7	328,5	425,9	496,5	619,1	602,7	12,5%	10,6%
Girofle	47,2	22,8	64,4	50,0	106,4	309,0	598,9	2,2%	10,6%
Poisson et conserve de thon	128,1	122,6	44,7	216,3	178,9	169,0	221,7	6,1%	3,9%
Produits pétroliers	60,6	56,2	40,9	85,5	45,7	181,4	82,2	2,9%	1,4%
Pierres fines industrielles	17,4	17,1	41,2	26,6	90,9	116,1	61,9	0,8%	1,1%
Huiles essentielles	31,0	38,7	29,5	32,0	37,8	43,7	57,5	1,5%	1,0%
Litchi	76,5	68,9	63,7	78,8	96	94,7	53,7	3,6%	0,9%
Bois	11,1	6,3	13,0	29,2	16,0	37,5	39,4	0,5%	0,7%
Sucre	57,5	34,3	5,2	33,9	26,9	43,1	35,6	2,7%	0,6%
Cacao	15,9	13,4	20,1	27,2	30,7	23,0	35,3	0,8%	0,6%
Cuir	6,9	3,9	3,9	4,4	5,4	11,8	31,1	0,3%	0,5%
Graphite	40,9	27,6	35,7	36,4	29,2	39,6	26,4	1,9%	0,5%
Raphia	21,2	18,4	12,8	20,5	12,2	11,1	24,1	1,0%	0,4%
Coton	9,6	23,6	51,2	48,1	42,8	26,3	21,5	0,5%	0,4%
Café	380,2	244,4	260,0	277,3	242,0	54,8	21,1	18,1%	0,4%
Fibres de sisal	18,1	20,6	11,6	8,0	13,8	13,1	20,9	0,9%	0,4%
Langoustes	15,0	11,6	14,9	13,4	13,2	17,1	15,7	0,7%	0,3%
Chromite	52,2	42,4	45,7	39,5	18,7	47,1	15,0	2,5%	0,3%
Poivre	12,2	16,2	14,6	6,2	22,8	9,5	11,9	0,6%	0,2%
Autres produits	365,9	294,6	362,3	549,1	822,0	1079,2	1013,2	17,4%	17,9%
<b>Total des exportations</b>	<b>2102,7</b>	<b>1773</b>	<b>2171,4</b>	<b>3066,5</b>	<b>3807,6</b>	<b>5525,8</b>	<b>5669,4</b>		
<i>Total hors zone franche</i>	<i>1635</i>	<i>1220,6</i>	<i>1484,1</i>	<i>1674,8</i>	<i>2029,2</i>	<i>2548,4</i>	<i>3188,6</i>	<i>77,8%</i>	<i>56,2%</i>
<i>Total exportations zones franche</i>	<i>467,7</i>	<i>552,4</i>	<i>687,3</i>	<i>1391,7</i>	<i>1778,4</i>	<i>2977,4</i>	<i>2480,8</i>	<i>22,2%</i>	<i>43,8%</i>

Source : MDP-JEXCO, *Etude d'impacts des APE pour Madagascar*, Rapport provisoire, Juin 2004, p.41

De même, en 2001, avec près de 1 000 milliards de FMG, les exportations de vanille représentent 16,8% des exportations malgaches contre 7,9% en 1995.

En 3<sup>ème</sup> position, les exportations de crevettes, dont une partie provenant des zones franche, représentent 10,6% des échanges de Madagascar en 2001.

i) Les pays de destination des produits d'exportation malgache

**Tableau 4 : Evolution des exportations malgaches hors zone franche par destination**

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	% Valeur 1995	% Valeur 2001
Afrique du sud	11,4	6,9	23,5	27,9	11,4	14,3	11,6	0,7%	0,4%
Asie SE	50,7	33,9	65,4	60,1	129,1	296,4	574,6	3,1%	18,0%
COMESA	94,8	78,2	71,4	106,9	67,0	125,6	163,6	5,8%	5,1%
Chine	29,4	14,5	18,6	29,2	40,9	74,2	97,9	1,8%	3,1%
Europe des 15	999,3	729,7	889,3	874,1	1 066,6	1 202,5	1 213,3	61,1%	38,1%
Japon	95,4	101,9	55,5	151,1	181,8	147,7	115,4	5,8%	3,6%
Pays pétroliers	4,6	0,2	0,4	2,7	0,5	4,3	4,7	0,3%	0,1%
USA	98,9	58,5	75,5	128,1	72,7	187,5	620,8	6,0%	19,5%
Autres	250,5	196,7	284,6	294,4	459,3	495,7	386,4	15,3%	12,1%
<b>Exportations hors zone franche</b>	<b>1 635,00</b>	<b>1 220,50</b>	<b>1 484,20</b>	<b>1 674,60</b>	<b>2 029,30</b>	<b>2 548,40</b>	<b>3 188,30</b>		

Source : MDP-JEXCO, *Etude d'impacts des APE pour Madagascar*, Rapport provisoire, Juin 2004, p.45

Si l'Europe des 15 demeure la première destination des exportations malgaches, elle perd du terrain face aux autres destinations. Elle ne représente plus en 2001 que 38% des exportations malgaches hors zone franche contre plus de 60% en 1995. Cependant, « si l'on ajoute les échanges en zone franche l'Europe représente encore 50% des exportations de Madagascar »<sup>43</sup>.

Ce recul du marché européen s'explique probablement par un développement des exportations malgaches vers deux autres marchés : le marché du Sud Est asiatique et le marché des Etats-Unis. Outre une demande accrue sur ces marchés, les exportations malgaches ont bénéficié, dans le cas du marché américain, de l'initiative AGOA.

Notons par ailleurs, une part un peu stagnée des échanges avec le Japon et la Chine avec les taux respectifs de 5,8% en 1995 devenue 3,6% en 2001 et de 1,8% en 1995 passant de 3,1% en 2001. Ces deux marchés sont pourtant considérés porteurs.

Enfin, autre fait marquant, la faiblesse des échanges régionaux au sein de la COMESA (5% des exportations malgaches en 2001) et avec l'Afrique du Sud, (moins de 1% en 2001)

### 2.1.3- Pendant la libéralisation (De 2000 à nos jours)

En outre les produits ordinairement exportés par la nation malgache, les produits textiles de la zone franche ont fleuri les exportations malgaches. Ainsi, qu'au fil de la période de 2005-2011, les exportations ne cessent de décroître puisqu'en 2005-2006, elles atteindraient un pic de 54 801,12 milliards d'Ariary. Au cours des cinq années suivantes, elles diminuaient progressivement d'un montant de 2 389,08 milliards d'Ariary en 2007-2008 ; de 2 147,71 milliards d'Ariary en 2009-2010 et enfin de 305,25 milliards d'Ariary en 2011 (voir tableau 5).

---

<sup>43</sup> MDP-JEXCO, *Etude d'impacts des APE pour Madagascar*, Rapport provisoire, Juin 2004, p.46

**Tableau 5: Evolution des exportations entre 2005 à 2011**

GROUPES DES PRODUITS	Valeurs FOB en milliard d'Ariary			
	2005-2006	2007-2008	2009-2010	2011
Produits Agricoles	53 253,00	597,24	523,02	75,98
Produits de l'élevage et de la pêche	532,38	487,01	336,84	33,47
Produits manufacturés	174,76	208,47	268,07	33,47
Produits minéraux	344,07	386,55	436,48	79,84
Matières premières	274,78	299,52	329,34	49,59
Produits de la zone franche	222,13	410,28	253,97	32,90
<b>TOTAL</b>	<b>54 801,12</b>	<b>2 389,08</b>	<b>2 147,71</b>	<b>305,25</b>

Source : INSTAT, nos propres calculs.

i) Les pays de destination des produits d'exportation malgache

Madagascar a des relations commerciales avec presque tous les pays du monde. L'essentiel des échanges extérieurs de Madagascar se fait donc encore avec les pays d'Europe, mais les pays d'Asie de Sud-Est offrent actuellement des opportunités intéressantes ainsi que les Etats-Unis dans le cadre de l'AGOA.

**Tableau 6 : Evolution des exportations par principaux pays/Région destinataires entre 2001 et 2009 (unité : Milliards d'Ariary)**

Pays/Région	2001-2002	2003-2004	2005-2006	2007-2008	2009
COI	44,8	75,5	400,1	331,1	159,4
SADC	65,9	149,1	471,1	398,8	218,8
COMESA	132,8	384,4	833	1 045,3	435,4
ASIE SE	164,2	376,3	632,8	966	660
Chine et extension	119,9	388,1	1 276,8	2 417,4	946,9
Europe de 15(France exclus)	244,3	838,6	717,6	1 334,8	613
Pays pétroliers	416	515,9	1 149,2	1 542,7	303,6
Afrique du Sud	88,4	271,2	391,5	644,3	260,5
France	271,2	545,2	909,9	1 063,9	358,2
Japon	49,7	131,2	164,5	334,3	87,2
USA	46,3	109,2	208,2	491,3	213,4
Autres	238,4	433,2			
<b>TOTAL</b>	<b>1 881,9</b>	<b>4 217,9</b>	<b>6 099,8</b>	<b>10 569,9</b>	<b>6 265,4</b>

Source : INSTAT/DES, nos propres calculs

## 2.2- Importation

### 2.2.1- De la période de protectionnisme jusqu' à la première moitié de PAS (De 1975 jusqu'au début des années 90)

On a remarqué une hausse considérable des importations pendant cette période. Au total, elles sont passées à 676 859,9 millions de Fmg en 1981-1984 contre 270 959 millions de Fmg en 1976-1979. Au cours de 1988-1991, elles s'élevaient 2 611 075,2 millions de Fmg.

**Tableau 7 : Evolution des importations entre 1976 à 1991**

GROUPES DES PRODUITS	Valeur en millions de FMG		
	1976-1979	1981-1984	1988-1991
Matières Premières	58 440,9	169 864,9	649 131,4
Energie	48 588,3	163 144	332 185,8
Alimentation et Boissons	43 079,4	103 013,8	224 126
Equipements Agricoles	1 830,3	3 400,6	958 993
Equipements Industriels	74 030,6	160 992,7	
Consommation	44 989,5	76 443,9	446 639
<b>TOTAL</b>	<b>270 959</b>	<b>676 859,9</b>	<b>2 611 075,2</b>

Source : INSRE ; nos propres calculs, données inscrites dans les situations économiques.

#### i) Pays fournisseurs

**Tableau 8: Evolution des importations malgaches par pays fournisseurs (millions de fmg)**

Pays/Région	1975-1978	1981-1984	1988-1991	% valeur 1975-1978	% valeur 1981-1984	% valeur 1988-1991
CEE	190 935,3	333 560	1 432 406,3	57,63	49,28	53,96
EUROPE (Autres pays)	12 925,5	36 894	85 388,7	3,90	5,45	3,22
AFRIQUE	10 359,8	13 079	157 870,5	3,13	1,93	5,95
AMERIQUE	16 022,5	47 606,7	170 889,7	4,84	7,03	6,44
ASIE	100 224,2	243 903,1	793 455	30,25	36,03	29,89
OCEANIE	862,4	1 817	14 646,6	0,26	0,27	0,55
<b>TOTAL</b>	<b>331 329,7</b>	<b>676 859,8</b>	<b>2 654 656,8</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : INSRE, nos propres calculs, données inscrites dans les situations économiques.

A cette époque, les premiers pays fournisseurs des produits importés étaient ceux de la CEE. Puisqu'ils fournissaient une part de 57,28% en 1975-1978, de 49,28% en 1981-1984 et enfin de 53,96% en 1988-1991 de l'ensemble des importations durant ces périodes. Les pays

d'Asie tiennent le second rang, suivis par les pays américains dont le Canada et les USA et les autres pays européens ainsi que l'Océanie (voir tableau 8).

## ii) Situation de la balance commerciale

D'une manière globale, un point remarquable qui nécessite d'être souligné c'est qu'au cours de la période 1976 jusqu'au 1991, on constate une nette dégradation de la balance commerciale. Au cours de la période de 1976-1979, la balance commerciale a enregistré un solde déficitaire de -382 Millions de Fmg avec un taux de couverture de 99,98%. Le déficit est plus important pendant 1981-1984 puisqu'il atteint -242 633,2 millions de Fmg avec un pourcentage de couverture de 64,15% et avec un, le solde de -1 336 073,7 millions de Fmg, la situation s'empirait au cours de 1988-1991 (voir tableau 9).

**Tableau 9 : Situation des échanges extérieurs depuis 1976 à 1991**

Valeurs en millions de FMG	1976-1979	1981-1984	1988-1991
EXPORTATIONS	270 920,8	434 226,7	1 275 001,5
IMPORTATIONS	270 959	676 859,9	2 611 075,2
RESULTAT DES ECHANGES			
Balance commerciale (millions de fmg)	-382	-242 633,2	-13 36 073,7
Pourcentage de couverture	99,98%	64,15%	48,83%

Source : INSRE, nos propres calculs, données inscrites dans les situations économiques.

### 2.2.2- Pendant la seconde moitié d'Ajustement Structurel et la libéralisation (Des années 90 jusqu'en 2000)

Les importations en zone franche concernent principalement les matières premières, notamment pour la transformation, en particulier la production de textile, et d'autres biens. Ces importations des matières premières en zone franche occupaient en effet une part de 38% de l'ensemble des importations dans ce secteur.

Néanmoins, les importations des équipements ont connu un accroissement de 19% en 2001 par rapport à celle de 1995 (2%).

En outre, Madagascar importe essentiellement des produits pétroliers, des machines et des appareils électriques (y compris des appareils ménagers), des véhicules de transport, des

produits agricoles, en particulier du riz, des huiles, des produits laitiers, du sucre, du blé et de la farine.

**Tableau 10: Evolution des importations malgaches en zone franche**

Milliards FMG	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	% Valeur 1995 (ZF)	% Valeur 2001 (ZF)
EQUIPEMENT	5,2	12,2	117,7	97,6	113,9	159,8	160,8	2%	19%
AUTRES BIENS	180,1	222,4	329,0	324,6	532,5	729,0	301,3	70%	35%
ALIMENTATION	0,1	1,8	9,7	6,7	4,4	8,5	61,6	0%	7%
MATIERES PREMIERES	70,7	57,8	208,4	222,3	365,1	687,4	326,8	28%	38%
ENERGIE	0,0	0,0	0,1	0,2	0,4	0,2	0,2	0%	0%
<b>Total importations zone franche</b>	<b>256,1</b>	<b>294,2</b>	<b>665,0</b>	<b>651,3</b>	<b>1 016,3</b>	<b>1 584,9</b>	<b>850,8</b>		

Source : MDP-JEXCO, *Etude d'impacts des APE pour Madagascar*, Rapport provisoire, Juin 2004, p.44

### i) Les pays fournisseurs

D'après le tableau 10 ci-après, comme pour les exportations, si l'Europe demeure le premier fournisseur de Madagascar, sa part tend à décroître au profit des pays pétroliers et les pays d'Asie du Sud Est. L'Europe des 15 ne représente en 2001 que 34% des approvisionnements de Madagascar, contre près de 49% en 1995.

En fait, on assiste à un alourdissement de la facture pétrolière qui explique que les pays pétroliers représentent en 2001 plus de 20% des importations malgaches, contre 10% en 1995.

**Tableau 11: Evolution des importations malgaches hors zone franche par fournisseur**

	1995	1996	1997	1998	1999	2 000	2 001	% Valeur 1995	% Valeur 2001
Afrique du sud	178,8	200,0	281,6	186,8	191,3	203,3	261,0	7,0%	5,4%
Asie SE	136,6	130,7	216,9	247,9	359,8	415,1	492,0	5,4%	10,3%
COMESA	16,9	31,9	42,9	64,2	55,5	92,6	154,1	0,7%	3,2%
Chine	113,8	112,3	164,5	193,7	270,1	412,0	355,1	4,5%	7,4%
Europe des 15	1 243,6	951,6	1 226,5	1 378,4	1 416,1	1 523,4	1 618,7	48,9%	33,7%
Japon	138,1	111,6	185,3	176,3	181,4	136,7	182,2	5,4%	3,8%
Pays pétroliers	264,2	278,4	430,2	429,2	810,7	1 452,10	983,2	10,4%	20,5%
USA	90,3	88,4	130,8	108,8	107,3	166,5	146,7	3,6%	3,1%
Autres	359,8	216,8	269,7	341,1	244,8	386,2	604,8	14,2%	12,6%
<b>Importations hors zone franche</b>	<b>2 542,30</b>	<b>2 121,60</b>	<b>2 948,30</b>	<b>3 126,40</b>	<b>3 637,20</b>	<b>4 787,80</b>	<b>4 797,80</b>		

Source : MDP-JEXCO, *Etude d'impacts des APE pour Madagascar*, Rapport provisoire, Juin 2004, p.46

Sur cette période l'Asie du Sud Est et la Chine accroissent sensiblement leurs exportations vers Madagascar : leurs parts de marché en 2001 sont respectivement de 10,3% et 7,4% des importations malgaches. Il s'agit notamment de fils et tissus transformés dans les zones franches.

Comme pour les exportations les échanges avec le COMESA demeurent faibles (3,2% des importations malgaches). Par contre, l'Afrique du Sud représente 5,4% des approvisionnements extérieurs de la grande Ile.

### 2.2.3- Pendant la libéralisation (De 2000 à nos jours)

Contrairement à l'évolution enregistrée des exportations dans la même période, les importations tendaient à accroître chaque année. Ainsi, elles passaient à 9 318,57 milliards d'Ariary en 2007-2008 contre un montant de 6 234,96 milliards d'Ariary en 2005-2006. Elles s'élèvent à 9 989,58 milliards d'Ariary en 2009-2010.

**Tableau 12: Evolution des importations entre 2005 à 2011**

GROUPE DES PRODUITS	Valeurs CAF en milliard d'Ariary			
	2005-2006	2007-2008	2009-2010	2011
Alimentation et Consommation	1 068,26	1 358,90	1 382,56	267
Matériels de bureau et sanitaire	2 580,054	3 172,047	3 224,038	505,71
Vêtements	1 281,73	1 817,87	1 242,12	179,26
Produits céramiques	462,00	1 193,14	2 019,45	139,99
Equipements électroménagers	842,91	1 776,62	2 121,42	157,43
<b>TOTAL</b>	<b>6 234,96</b>	<b>9 318,57</b>	<b>9 989,58</b>	<b>1249,39</b>

Source : INSTAT, nos propres calculs.

#### i) Les pays fournisseurs

La France reste toujours le premier pays fournisseur de Madagascar. Cependant, à l'importation, on assiste à une augmentation de la part des pays asiatiques, en particulier la Chine, et aussi l'Afrique du Sud.

**Tableau 13 : Evolution des importations par principaux pays/région fournisseurs entre 2001 et 2009(Unité : milliards d'Ariary)**

Pays/Région	2001-2002	2003-2004	2005-2006	2007-2008	2009
COI	106,8	141,3	170,2	237,4	71,3
SADC	77,6	115	111,1	166,2	48,6
COMESA	70,3	110,9	96,5	165,6	55,1
ASIE SE	147,8	101,7	139,5	145	88,4
Chine et extension	38,7	51,3	173,3	176,3	86,2
Europe de 15(France exclus)	175,5	455,4	767,3	920,9	321,8
Pays pétroliers	2	4,5	71,4	22	12
Afrique du Sud	3,6	21,1	31,4	57,5	24,1
France	306,9	453,9	1362,7	2188,1	563,2
Japon	49	36,4	67,5	28,6	13,8
USA	258,3	330,3	741,2	1063,6	299,4
Autres	117,5	106,5			
TOTAL	1354	1928,3	3282,3	5171,2	3592,9

Source : INSTAT/DES, nos propres calculs

Depuis l'année 2004, « la Chine devient le premier pays importateur de Madagascar et qui occupe environ 17% des importations totales. Mais la Chine et le Bahreïn<sup>44</sup> restent les deux principaux pays asiatiques fournisseurs de marchandises pour Madagascar, et reçoivent respectivement 17,7% et 16,4% des dépenses d'importation malgaches au cours de la période de 2000 à 2006 »<sup>45</sup>.

ii) Situation de la balance commerciale :

**Tableau 14: Situation des échanges extérieurs depuis 2005 à 2011**

Valeurs en milliard d'Ariary	2005-2006	2007-2008	2009-2010	2011
EXPORTATIONS	54 801,12	2 389,08	2 147,71	305,25
IMPORTATIONS	6 234,96	9 318,57	9 989,58	1 249,39
RESULTAT DES ECHANGES				
Balance commerciale	48 566,16	-6929,49	-7841,87	-944,14
Pourcentage de couverture	878,93%	25,64%	21,50%	24,43%

Source : INSTAT, nos propres calculs.

<sup>44</sup> Bahreïn est un des pays arabes du Golfe. Sa capitale est Manama et sa population compte 715 820 habitants. Il fait partie des pays à hauts revenus dans la classification de la Banque Mondiale, avec un PIB par tête égal à \$20 758 en Avril 2006 (<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES>)

<sup>45</sup> Jean RAZAFINDRAGONA, Eric RAKOTOMANANA et Jimmy RAJAobelina, *Etude sur les échanges entre Chine et Madagascar*, Janvier 2008, p.27

A l'exception de la période de 2005-2006 où le solde de la balance commerciale est excédentaire de 48566,16 Milliard d'Ariary avec un taux de couverture de 878,93% ; celle-ci reste déficitaire pour les autres périodes (voir tableau 13).

### **Section 3 : Intégrations régionales et ses effets**

Après avoir participé à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) le « 30 septembre 1963 »<sup>46</sup>, Madagascar est membre de l'OMC depuis « 17 novembre 1995 »<sup>47</sup>.

#### **3.1- Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (COMESA)**

Madagascar est devenu « membre du COMESA en 1995 »<sup>48</sup>. L'objectif de cette organisation consiste à améliorer et élargir le processus d'intégration de ses membres par divers moyens, notamment l'adoption de mesures plus complètes de libéralisation des échanges, telles que l'élimination totale des obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce et l'adoption d'un tarif extérieur commun(TEC).

En effet, le Tarif extérieur commun (TEC) du COMESA devrait être appliqué à partir de 2008, « avec des taux de 0% sur les matières premières et les biens d'équipements, 10% sur les intrants intermédiaires et 25% sur les produits finis »<sup>49</sup>. Les États membres ont adopté « un programme d'élimination des droits de douane qui est effectif depuis Octobre 2000 entre neuf (09) pays dont Madagascar »<sup>50</sup>.

Cet accord commercial a de diverses opportunités et des menaces. Parmi des opportunités apportées par cet accord ce que les entreprises malgaches peuvent accéder à certains marchés porteurs, améliorer la compétitivité via l'importation d'intrants à prix plus faible. Mais quant aux menaces, c'est le risque de baisser sans limite des recettes fiscales de

---

<sup>46</sup> OMC, Organe d'examen des politiques commerciales, *Examen des politiques commerciales Madagascar rapport du gouvernement*, OMC WT/TPR/G/80/ Rev.1, 20 février 2001, p.15

<sup>47</sup> OMC, *comprendre l'OMC : Liste des membres et observateurs*, 1996, p.01

<sup>48</sup> OMC, Organe d'examen des politiques commerciales, *Examen des politiques commerciales Madagascar rapport du gouvernement*, WT/TPR/G/197, 27 février 2008, p.26

<sup>49</sup> OMC, Organe d'examen des politiques commerciales, *Examen des politiques commerciales Madagascar rapport du gouvernement*, WT/TPR/G/197, 27 février 2008, p.26

<sup>50</sup> OMC, Organe d'examen des politiques commerciales, *Examen des politiques commerciales Madagascar rapport du gouvernement*, WT/TPR/G/80 19 janvier 2001, p.14

l'Etat due à la suppression des droits de douane, la compétition accrue des produits en provenant de la zone de libre échange.

### 3.2- Southern Africa Development Community (SADC)

Madagascar est devenu membre à part entière de la SADC le « 18 août 2005 »<sup>51</sup>. Le Traité de la SADC a été signé en 1992, afin de créer une communauté de développement qui permet de réaliser l'intégration économique. Les opportunités sont : la facilitation de l'accès au marché sud-africain, possibilités d'importations des intrants et de produits finis de bon marché, possibilités de transferts de technologie.

Les menaces sont les suivantes : « pertes de recettes fiscales dues à des détournements d'échanges au profit de l'Afrique du Sud; risques de forte concurrence des productions locales par les produits sud-africains; coût d'adhésion (1 million \$) et de participation élevés (500 millions \$/an environ »<sup>52</sup>.

### 3.3- La commission de l'océan Indien (COI) et African Growth Opportunity Act (AGOA)

La COI a été créée en vue de promouvoir la coopération économique, sociale, culturelle entre les cinq îles de l'Océan Indien, à savoir Madagascar, les Comores, la Réunion, l'Île Maurice, les Seychelles. Dans le domaine commercial, « la mise en œuvre du Programme Régional pour le Développement des Échanges (PRIDE) depuis 1995 a pour objectif le développement des échanges inter-îles à travers la dynamisation du secteur privé moyennant l'élimination des obstacles au commerce »<sup>53</sup>. La principale réalisation est l'élimination bilatérale des barrières tarifaires entre Madagascar et Maurice depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

Quant à l'AGOA, Madagascar bénéficie « d'un accès préférentiel au marché des Etats-Unis et, depuis le 02 octobre 2000 »<sup>54</sup>, à travers la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA). Dans ce cas, Madagascar bénéficie jusqu'en 2015 d'un accès au marché des Etats-Unis en franchise de droits et sans contingent pour différents produits, y compris certains produits agricoles et textiles.

---

<sup>51</sup>OMC, Organe d'examen des politiques commerciales, *Examen des politiques commerciales Madagascar rapport du gouvernement*, WT/TPR/G/197, 27 février 2008, p.26

<sup>52</sup>MDP-JEXCO, *Etude d'impacts des APE pour Madagascar*, Rapport provisoire, Juin 2004, p.66

<sup>53</sup> DRAFT, *Madagascar Cadre intégré Étude diagnostique sur l'intégration du commerce*, DRAFT, Madagascar, Tome 1, 19 Juin 2003, p.78

<sup>54</sup>OMC, Organe d'examen des politiques commerciales, *Examen des politiques commerciales Madagascar rapport du gouvernement*, WT/TPR/G/197, 27 février 2008, p.28

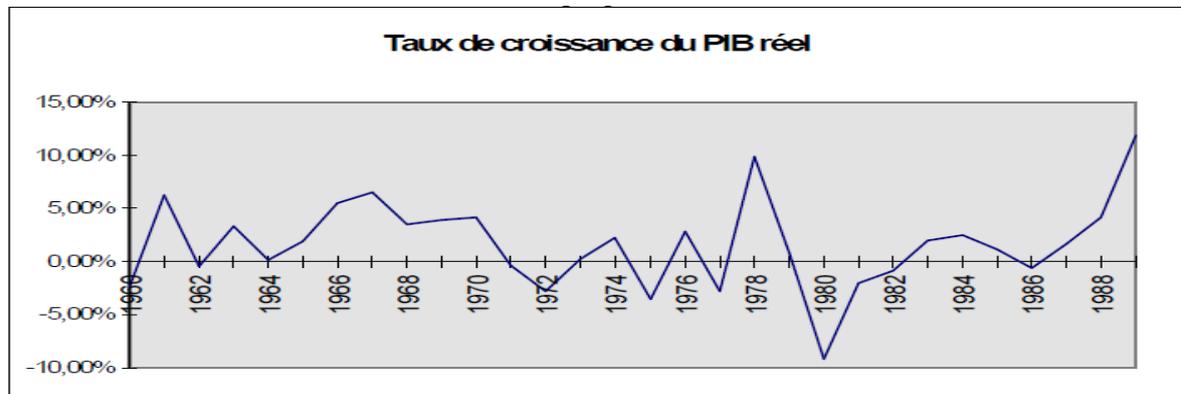
## CHAPITRE II : EFFETS DU COMMERCE INTERNATIONAL SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

### Section 1 : Période de protection : Une politique commerciale défavorable au développement de l'industrie

La politique douanière menée au cours de la décennie 70 et au début des années 80 a abouti à une protection tarifaire élevée de l'industrie malgache, renforcée par un recours de plus en plus important aux restrictions quantitatives utilisées, notamment, pour contrôler l'allocation des devises. La politique de protection comme il a été appliqué, à Madagascar, a abouti à des systèmes d'incitations offrant une protection élevée aux entreprises locales.

Pendant les trois années du plan d'investissement à outrance, la croissance du PIB ralentissait et connaît son plus bas niveau à la fin de l'année 1980 (voir figure n°2). Et cette année a marqué le début d'une désarticulation accrue de l'économie, l'accentuation de la crise industrielle entraînant une réduction de l'activité et la fermeture des usines, ce qui conduit le gouvernement à recourir à la politique d'ajustement structurel.

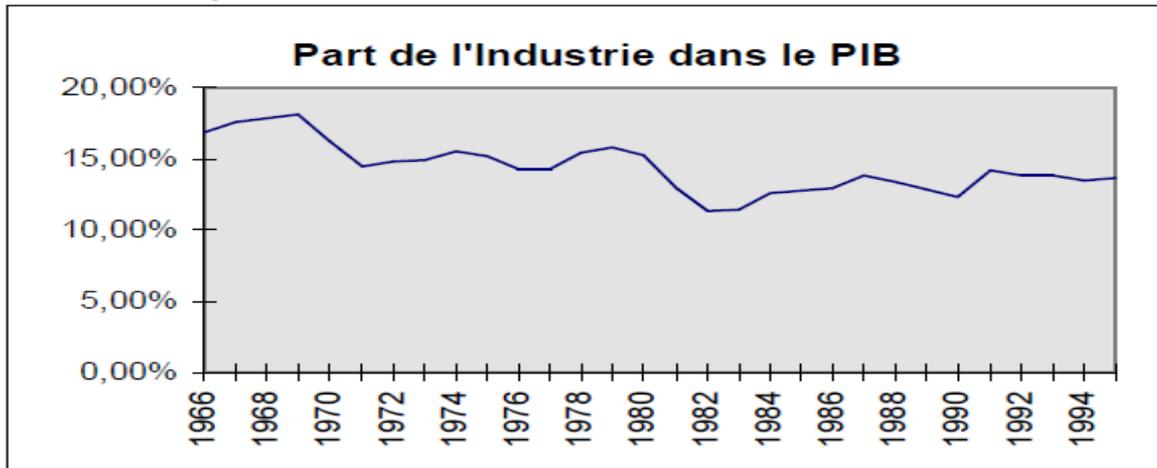
**Figure 2: Taux de croissance du PIB réel depuis 1960 à 1988**



Source : PROJET MADIO, *La politique industrielle à Madagascar : Les traits marquants de 1960 à nos jours*, Francis ANDRIANARISON, Février 1996, p.8

**Le poids du secteur industriel au PIB** : C'était seulement pendant la période de l'investissement à outrance que la part de l'industrie dans le PIB a retrouvé à peu près son niveau après l'indépendance. Après cette période, la contribution du secteur secondaire a reculé en faveur du secteur primaire et reste stable autour de 13% (voir figure n°3)

**Figure 3: Part de l'industrie dans le PIB entre 1966 à 1994**



Source : PROJET MADIO, *La politique industrielle à Madagascar : Les traits marquants de 1960 à nos jours*, Francis ANDRIANARISON, Février 1996, p.13

Le gouvernement s'est rendu compte de l'erreur commise lors de l'investissement à outrance du fait de la forte dépendance de ces grands projets vis-à-vis de l'extérieur et la faiblesse de la demande interne qui ne permet pas d'absorber l'offre supplémentaire. D'autre part, « le déséquilibre extérieur résultant du financement de ces grands investissements a conduit le gouvernement à reformuler l'accumulation des devises comme l'un des objectifs de la politique industrielle durant les six années qui suivent le début de la libéralisation »<sup>55</sup>.

**Limite du protectionnisme** : A partir de 1979, les contraintes posées à l'accès aux devises mettent en lumière les faiblesses du secteur. Avec les restrictions sur les importations et la baisse de la demande intérieure, « la production industrielle a stagné entre 1981 -1987 car au moins 85% de cette production est tournée vers le marché national de biens de consommation »<sup>56</sup>.

Ainsi, la réglementation du commerce extérieur constitue un obstacle au développement des échanges extérieurs et a limité l'essor des industries d'import-substitution à cause de sa forte dépendance vis-à-vis des intrants importés.

<sup>55</sup> PROJET MADIO, *La politique industrielle à Madagascar : Les traits marquants de 1960 à nos jours*, Francis ANDRIANARISON, Février 1996, p.10

<sup>56</sup> PROJET MADIO, *La politique industrielle à Madagascar : Les traits marquants de 1960 à nos jours*, Francis ANDRIANARISON, Février 1996, p.20

## Section 2 : Période de PAS

A la suite des réformes structurelles apportées par le Programme d'Ajustement Structurel, la politique économique de l'Etat malgache a été destinée à réorienter l'économie nationale vers le libéralisme économique, fondée sur l'économie de marché et le développement du secteur privé c'est-à-dire aux désengagements économique et financier de l'Etat. De plus, la mise en place du code d'investissement et des entreprises franches qui ont permis l'émergence de nouveaux types d'Industries orientées dans l'exportation ainsi que la diversification des produits d'exportations.

### 2.1- L'essor de l'industrie textile et l'habillement

L'industrie textile regroupe deux grands types d'activités: la filature et le tissage d'une part et la confection d'autre part. Les nouvelles entreprises en zones franches se spécialisent dans le deuxième type ; « pour une croissance moyenne de 12,4% en 1994, le taux est plus élevé dans la confection (+30,3%) que dans la filature et le tissage (+8,6%) »<sup>57</sup>.

Le textile apporte « 14,2% de la valeur ajoutée du secteur secondaire en 1994 et employait 32 490 salariés, soit 22,9% de l'ensemble du secteur secondaire »<sup>58</sup>. De plus, il est actuellement le plus créateur d'emplois de par le volet confection qui est la filière de considération des entreprises franches.

**Tableau 15: Taux de croissance sectoriel du PIB de Madagascar, 1985- 2000**

	1985-1989	1990-1996	1997	1998	1999	2000
PIB (prix du marché)	2,4	0,6	3,7	3,9	4,7	4,8
Agriculture	2,9	1,6	1,9	0,2	1,4	0,8
Mines	11,0	1,0	8,5	9,0	4,7	4,8
Industries de transformation	2,2	0,2	2,4	4,8	4,2	5,5
Services	2,0	0,6	4,7	5,3	4,3	11,1

Source : Banque Mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

En ce qui concerne l'évolution du PIB, à l'exception de la période de 1990-1996 où le taux de croissance du PIB diminuait à 0,6%, celle-ci ne cesse d'augmenter pour les autres périodes (voir tableau 15).

<sup>57</sup> Chiffre du ministère de l'économie

<sup>58</sup> *PROJET MADIO, La politique industrielle à Madagascar : Les traits marquants de 1960 à nos jours*, Francis ANDRIANARISON, Février 1996, p.15

### Section 3 : Période de libéralisation

Les différents accords commerciaux et l'intégration régionale apportent non seulement des opportunités dans le commerce et aussi sur la croissance des autres indicateurs macro-économiques dont le PIB. Prenons par exemple le cas de l'AGOA, après la sévère récession de 2002, la croissance de l'économie malgache est redevenue positive en 2003. Ainsi, l'activité s'est redressée grâce à la reprise de la demande intérieure et à la réactivation de la demande externe résultant de l'amélioration des relations avec les partenaires commerciaux, notamment avec les Etats-Unis dans le cadre de l'AGOA (Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique).

En 2003, Madagascar a réalisé une performance, avec « une croissance de 9,8 pour cent, après un recul de 12,7 pour cent en 2002. Cette évolution est accompagnée par une augmentation du PIB par habitant (+7,0%) après la chute enregistrée en 2002 (-14,7%) »<sup>59</sup>.

#### 3.1-Transformation structurelle : la répartition du PIB par secteur d'activité

**Tableau 16: Taux de croissance réel du PIB par secteur d'activité entre 2001 et 2009**

Taux de croissance réel (en%)	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Secteur Primaire	4,0	-1,3	1,3	3,1	2,5	2,1	2,2	2,9	5,9
Secteur secondaire	7,6	-20,8	14,6	6,5	3	3,5	9,8	3,6	-7,4
Secteur tertiaire	6,1	-15	10,6	6	6,1	7,4	7,8	8,2	-7,4

**Source :** INSTAT/DSY

**Secteur primaire :** Il n'enregistre que 1,3% de taux de croissance en 2003 contre un taux de 4% en 2001. Pourtant, En termes de taux de croissance annuelle, malgré la crise sociopolitique en 2009, le secteur primaire a connu un taux de croissance positif (5,9%) en 2009 par rapport à l'année 2008, les deux secteurs (tertiaire et secondaire) ayant tous les deux enregistré un taux de croissance négatif de 7,4% par rapport à l'année précédente.

**Secteur secondaire :** C'est dans l'industrie, sur un an, que la production industrielle a progressé de 14,6 pour cent en 2003, contre une baisse de -20,8 pour cent en 2002 (après +7,6% en 2001). « L'apport du secteur à la croissance représente 1,6 point, après 0,9 point en

<sup>59</sup>BANQUE CENTRALE, *Rapport de la Banque Centrale en 2003*, Banque Centrale, Madagascar, 2003, p.09

2001. Les entreprises de la zone franche ont été les plus dynamiques en dégagant une production supérieure à celle de 2001 (+5,4%) »<sup>60</sup>.

**Secteur tertiaire** : Dans les trois secteurs de l'économie, c'est le secteur tertiaire qui a fourni le plus grand soutien à la croissance du PIB en 2003, avec 5 points de part contributive. En général, le secteur tertiaire est le premier secteur créateur de valeur ajoutée à l'économie malgache en 2009. « Il a contribué 51,7% du PIB (en termes courants). Le secteur primaire a représenté 26,3% de la richesse du pays et le secteur secondaire 14,8% »<sup>61</sup>.

Il est à noter que tous les secteurs d'activité ont connu une croissance moyenne annuelle positive entre la période 2003 à 2009 : 2,7% pour le secteur primaire, 3,03% pour le secteur secondaire et 2,1% pour le secteur tertiaire<sup>62</sup>.

## CHAPITRE III : RECOMMANDATIONS

### **Améliorer l'ouverture de l'économie vers les marchés régionaux :**

Dans le contexte actuel, les produits d'exportations malgaches connaissent un recul considérable sur le marché mondial et en plus, la confusion générale dans l'économie au niveau mondiale peut être poursuivie probablement de l'instabilité. Toutefois, c'est l'occasion pour Madagascar de faire des efforts pour réorienter l'ouverture vers les marchés régionaux afin de rentabiliser les accords et arrangements convenus jusqu'à présent. Pour cela, les informations sur les avantages comparatifs des exportations malgaches peuvent aider à mieux focaliser et stratifier les efforts :

La principale action consiste à axer les efforts sur la base des nos avantages comparatifs liés aux exportations malgaches. Pour cela, les réflexions peuvent être menées au niveau des groupes et sous-groupes des produits dont les avantages comparatifs apparaissent persistants après leur confrontation à ceux des autres pays. Les actions seront canalisées dans le renforcement des capacités des opérateurs économiques qui sont déjà impliqués ou d'autres opérateurs potentiels dans le futur. Ainsi, les exportations relatives au grand groupe des produits minéraux semble le plus pourvu d'intérêt. Cependant, les avantages associés aux produits dérivés du bois et ceux des produits d'origine animale méritent également d'être exploités.

---

<sup>60</sup> BANQUE CENTRALE, *Rapport de la Banque Centrale en 2003*, Banque Centrale, Madagascar, 2003, p.9

<sup>61</sup> BANQUE CENTRALE, *Rapport de la Banque Centrale en 2003*, Banque Centrale, Madagascar, 2003, .p.9

<sup>62</sup> MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE L'INDUSTRIE, INSTAT, *Situation économique au 1er janvier 2010*, INSTAT, Avril 2010, p.4

### **Promouvoir l'échange commercial sur la base des besoins du secteur productif et de la consommation nationale**

Les différentes théories relatives à la promotion de l'échange commercial entre les pays ont préconisé la spécialisation de chaque pays dans la production de tel ou tel produit, sur la base de la performance et des atouts au niveau de leur secteur productif et en fonction des besoins exprimés de l'économie nationale. L'échange de la nation Malgache sera alors orienté vers les exportations de produits dont le pays est supposé de disposer d'un excès d'offre. De ce fait, l'existence et le développement d'un secteur productif ciblé reste un facteur primordial pour assurer l'évolution plus efficace des échanges commerciaux d'un pays donné. Le concours d'une politique commerciale adéquate, soutenue par une politique industrielle œuvrant pour le renforcement du secteur productif est très important.

Néanmoins, après avoir constaté les effets du libre-échange sur l'économie des nombreux pays en développement, on arrive parfois à dire que la libéralisation ne suffit pas pour développer un pays en développement voire les pays riches. Lesquels des pays riches actuels sont développés sur la base des politiques commerciales libérales ? Loin d'être réel, combien d'interventions de l'Etat se surviennent dans les politiques industrielles et des crédits, des atouts d'une insertion réussite à la mondialisation par les nouveaux pays industriels ou BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, South African), il en est de même pour les pays riches.

Alors, une simple libéralisation peut également avoir **des effets budgétaires négatifs** pour Madagascar. Puisque l'ouverture totale du territoire pourra entraîner une diminution ou la suppression des tarifs douaniers, les recettes fiscales des échanges. Ces dernières représentent une part plus ou moins importante des recettes de l'Etat.

Prenons alors l'exemple de cas de structure des recettes fiscales à Madagascar au fil des années 1995-2001 (voir tableau 17), les taxes à la frontière occupaient une proportion de 49,9% des recettes fiscales totales. Les recettes issues des échanges doivent être diminuées et remplacées par la fiscalité indirecte comme la Taxe sur la Valeur Ajoutée(TVA), où l'économie Malgache est fortement informelle, non taxée, qui est importante.

**Tableau 17: Structure des recettes fiscales à Madagascar, 1995-2001 (en millions de francs malgaches)**

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2001 (% du total)
<b>Impôts directs</b>	<b>168</b>	<b>258</b>	<b>329</b>	<b>340</b>	<b>398</b>	<b>467</b>	<b>595</b>	<b>20,4</b>
<b>Impôts sur terrains et constructions</b>	<b>14</b>	<b>17</b>	<b>27</b>	<b>23</b>	<b>25</b>	<b>31</b>	<b>34</b>	<b>1,16</b>
<b>Taxes sur biens et services</b>	<b>299</b>	<b>342</b>	<b>370</b>	<b>411</b>	<b>662</b>	<b>865</b>	<b>804</b>	<b>27,7</b>
<i>TUT-TST-TVA</i>	242	167	178	206	389	513	536	18,4
<i>Accises</i>	1	74	66	78	128	160	110	3,7
<i>Redevances</i>	46	91	112	117	111	179	146	5,0
<i>Autres</i>	9	9	14	11	33	13	12	0,4
<b>Taxes à la frontière</b>	<b>634</b>	<b>750</b>	<b>948</b>	<b>1197</b>	<b>1481</b>	<b>1591</b>	<b>1452</b>	<b>49,9</b>
<i>Droits de douane</i>	81	103	132	146	149	123	116	4,0
<i>Taxe d'importation</i>	149	181	235	279	265	241	232	8,0
<i>TVA sur les importations</i>	281	258	341	592	624	712	722	24,8
<i>Taxe sur produits pétroliers</i>	79	156	187	142	340	398	272	9,3
<i>Autres</i>	0	34	46	38	15	18	6	4,1
<i>Taxes sur exportations</i>	44	19	7	0	0	0	0	0,0
<b>Autres impôts indirects</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>15</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>18</b>	<b>22</b>	<b>0,7</b>
<b>Total recettes fiscales</b>	<b>1121</b>	<b>1374</b>	<b>1688</b>	<b>1984</b>	<b>2580</b>	<b>2972</b>	<b>2906</b>	<b>100,0</b>

TUT = Taxe Unique sur les Transactions  
TST = Taxe sur les Transactions  
TVA = Taxe sur la Valeur Ajoutée

Source : DRAFT, *Madagascar Cadre intégré Étude diagnostique sur l'intégration du commerce*, DRAFT, Madagascar, Tome 1, 19 Juin 2003, p.60

En effet, il paraît bénéfique à nous et à tous les pays en développement membres de l'OMC, qui sont toujours perdants dans l'échange extérieur, de renégocier à nouveau les politiques commerciales au sein de cette institution. Il faut d'abord que « *chaque membre de l'OMC accepte d'ouvrir son marché en libre accès à tous les produits de tous les pays en développement plus pauvres et plus petits que lui* »<sup>63</sup>.

Cette négociation nous permettrait d'avoir une vraie libéralisation idéale. Puisque cela aurait pour avantage de favoriser un vaste mouvement de libéralisation des pays du Sud entre eux. Et surtout, les pays les plus riches seraient forcés de libéraliser davantage que les plus pauvres, qui pourraient continuer à protéger leurs économies le temps de se développer.

<sup>63</sup>CHRISTIAN Chavagneux, « Pour un commerce mondial plus juste », *Alternatives économiques* { en ligne }, n°257, avril 2007, [http://www.alternatives-economiques.fr/pour-un-commerce-mondial-plus-juste-par-joseph-stiglitz-et-andrew-charlton\\_fr](http://www.alternatives-economiques.fr/pour-un-commerce-mondial-plus-juste-par-joseph-stiglitz-et-andrew-charlton_fr), p.02

# **CONCLUSION**

## CONCLUSION

Ce mémoire a eu pour objet ultime d'étudier la contribution du commerce extérieur à la croissance de l'économie Malgache. Ainsi, qu'à partir de cette étude, nous pouvons tirer comme conclusion que les dirigeants Malgache ont fait toujours des efforts dans le processus de la libéralisation de son économie dès son retour de l'indépendance aux années 60. Dans la même foulée, cette présente étude nous apporte des diverses explications du rôle du commerce extérieur à l'accroissement du niveau de production et à l'amélioration du bien être total de la population locale. Il paraît important de s'interroger alors sur les liens entre le libre-échange et la croissance économique et de rechercher si le cas de Madagascar correspond à une situation caractéristique similaire de ceux des pays en développement qui sont actuellement devenus des nouveaux pays industrialisés grâce du libre-échange ou non.

Selon le point de vue des théories traditionnelles du commerce international, ce mémoire montre que, pour un pays, le libre-échange a apporté une amélioration de facteurs de production ainsi que celle de productivité à travers du choix de décision sur la spécialisation d'un pays en fonction de leur avantages comparatifs. Il s'agit alors de spécialiser dans la production des biens qui incorpore le maximum de facteur de production en abondance dans ce pays. Pourtant, les nouvelles théories du commerce international arrivent à démontrer aussi que l'échange extérieur entraîne la croissance économique, mais, il se déroulait, de ce fait, dans le cadre de la concurrence monopolistique et de l'échange intra-branche.

. Quant aux réponses des nouvelles théories du protectionnisme, l'idée commune des auteurs réside principalement dans la nécessité de faire un certain niveau de protection dans lequel l'Etat doit subvenir les dépenses de R&D des firmes nationales. Et surtout, les industries au stade de l'enfance et de vieillissante doivent bénéficier d'une protection dans le but de rendre ses firmes plus compétitives, pour la raison de la défense nationale et de protéger les secteurs stratégiques, essentiellement au moment de la crise. Cependant, maints pays en développement trouvent que les échanges extérieurs ne sont pas administrés d'une façon équitable, qu'ils viennent d'en juger toujours perdants.

A la suite d'une étude empirique à ce sujet, nous pouvons en déduire que la nation malgache a fait un grand effort dans le processus de libéralisation. Malgré cela, le commerce extérieur malgache est dominé par l'importation des biens de consommation. Il est temps de mettre l'accent sur l'importation des équipements industriels, ce qui permet aux entrepreneurs résidents d'améliorer et de développer la production dans le secteur industriel malgache. Il est

à leur tour d'augmenter les investissements, qui créeront des emplois. Ce qui entraîne la hausse de revenu des ménages, et aussi la croissance économique. De même, la multiplication des accords commerciaux facilite l'accès aux marchés extérieurs et procure des effets positifs sur l'exportation des produits malgaches.

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES ET RAPPORT D'ACTIVITES

- SMITH Adam (1776), *La recherche sur la nature et des causes de la richesse des nations*, éd. Chicoutimi, Québec, tome 1, 25 avril 2002, 214p
- BANQUE CENTRALE, *Rapport de la Banque Centrale en 2003*, Banque Centrale, Madagascar, 2003, 61p
- BERTRAND Nezeys, *Commerce international croissance et développement*, Economica , 2<sup>nd</sup> Edition, Paris, 1985, 296p
- CREAM, *Etude de la competitivite de madagascar sur le marche regional de la sadc* , Cahier de Recherches en Analyses Economiques ,N° 13/2009, 62p
- RICARDO David, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 3<sup>ème</sup> éd, 1821, traduction Calmann-Levy, Paris, 1970, 169p
- Direction de l'institut national de la statistique et de la recherche économique de Ministère des finances et du commerce (DINSRE-MFC), *Situation économique de Madagascar au 1er janvier 1969* , DINSRE-MFC, Madagascar, 1969, 37p.
- Direction de l'institut national de la statistique et de la recherche économique Ministère auprès de la présidence chargé des finances et du plan, *Situation économique au 1er janvier 1980* , DINSRE-MFC, Madagascar, 1980, 78p..
- Direction générale de la banque des données de l'Etat Présidence de la republique, *Situation économique de Madagascar au 1er janvier 1985*, Madagascar, 1985, 76p .
- Direction générale de la banque des données de l'Etat Présidence de la republique (DGBDEPR), *Situation économique de Madagascar au 1er janvier 1992* , DGBDEPR, Madagascar, 1992, 59p.
- DRAFT, *Madagascar Cadre intégré Étude diagnostique sur l'intégration du commerce* , DRAFT, Madagascar, Tome 1, 19 Juin 2003, 191p.
- FONTAGNE Lionnel, *Commerce international*, Encyclopaedia Universalis, Octobre 2001, 245p.
- Jean RAZAFINDRAVONONA, Eric RAKOTOMANANA et Jimmy RAJAOBELINA, *Etude sur les échanges entre Chine et Madagascar*, Janvier 2008, 39p
- LEVY Calmann, *Principes de l'économie politique et de l'impôt* , trad française, 1970, 160p.
- MDP-JEXCO, *Etude d'impacts des APE pour Madagascar*, Rapport provisoire, Juin 2004, 359p.
- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE L'INDUSTRIE, INSTAT, *Situation économique au 1er janvier 2010* , INSTAT, Avril 2010, 75p

- MUCCHIELLI Jean-Louis, *Principes d'économie internationale*, Ed. Economica, 1987, 369p
- OMC, Organe d'examen des politiques commerciales, *Examen des politiques commerciales Madagascar rapport du gouvernement*, OMC, WT/TPR/G/80 19 janvier 2001, 21p.
- OMC, Organe d'examen des politiques commerciales, *Examen des politiques commerciales Madagascar rapport du gouvernement*, OMC, WT/TPR/G/197, 27 février 2008, 31p.
- *PROJET MADIO, La politique industrielle à Madagascar : Les traits marquants de 1960 à nos jours*, Francis ANDRIANARISON, Février 1996, 33p.
- RAINELLI Michel, *La nouvelle théorie du commerce international*, Collection Repère, éd La Découverte, Paris, 1997, 121p.
- RAINELLI Michel, *L'Organisation Mondiale du Commerce*, 5ème édition, La Découverte, Paris, 2000, 145p
- RAINELLI Michel, *Le Commerce International*, 9ème édition, La Découverte, Paris, 2003, 120p
- SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'AJUSTEMENT (STA), *L'Ajustement Structurel à Madagascar 1995*, STA, 1995, 47p

## ARTICLES

- BOUCHER Michel, « List et la théorie de l'industrie naissante », *L'Actualité économique*, vol. 49, n° 2, 1973, p. 259-268
- CHRISTIAN Chavagneux, « Pour un commerce mondial plus juste », *Alternatives économiques* {en ligne}, n°257, avril 2007, [http://www.alternatives-economiques.fr/pour-un-commerce-mondial-plus-juste-par-joseph-stiglitz-et-andrew-charlton\\_fr](http://www.alternatives-economiques.fr/pour-un-commerce-mondial-plus-juste-par-joseph-stiglitz-et-andrew-charlton_fr)
- DEFRAIGNE Jean-Christophe (Institut d'Etudes Européennes UCL) et JEAN-LUC de Meulemeester (Université Libre de Bruxelles, « Le Système National de List 1998: La fondation du réalisme pluridisciplinaire en économie politique international », *la pensée économique Allemand*, éd Economica, Paris, 1998, 15p
- HARRIBEY Jean-Marie, « contre l'échange inégal », *politix* {en ligne}, n°1046, 02 avril 2009,
- KATSHINGU Remy K, « Protectionnisme et entraves au commerce international » *Dissertation Gratuites* {en ligne}, octobre 2012, 06p <http://www.dissertationsgratuites.com/dissertations/Protectionnisme-Et-Libre-Echange/426813.html>
- NGIZUA Frédéric Wandey, « L'Ideologie Liberale Et Les Rapports Nord-Sud », éd l'Harmattan, 1999.

- PAVCNIK Nina, « Libre-échange et développement: des gains partagés ? », *la vie des idées*, 05/11/2009, <http://www.laviedesidees.fr/Libre-echange-et-developpement-des.html>.
- RENE Audet, « Les inégalités Nord/Sud dans la régulation commerciale : Analyse critique des certifications dans l’agriculture alternative », *Archipel* {en ligne}, 2006, pp226. <http://www.archipel.uqam.ca/3187/>
- ROUGET Frédéric Daniel, « Le libre-échange et protectionnisme », CP de SES Mayotte, 2006-2009,09p

## TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS.....	i
REMERCIEMENTS.....	ii
SOMMAIRE.....	iii
LISTE DE TABLEAUX ET FIGURES.....	iv
LISTE DES ACRONYMES.....	vi

INTRODUCTION.....	2
-------------------	---

# **PARTIE I : COMMERCE INTERNATIONAL FACTEUR DE CROISSANCE : LES REPONSES THEORIQUES.....5**

CHAPITRE I : LES THESES LIBRE-ECHANGISTES : la spécialisation et l'ouverture internationale comme facteurs de croissance économique.....	5
--	---

Section 1 : Les modèles de libre-échangiste traditionnels des échanges internationaux.....	5
--	---

1.1-D'Adam Smith à David Ricardo .....	5
--	---

1.1.1-La théorie des avantages absolus : d'Adam Smith (1723-1790).....	5
--	---

1.1.2- La théorie des avantages comparatifs : de David Ricardo (1817).....	7
--	---

1.2- La théorie de dotation factorielle d'Hecksher-Ohlin et Samuelson.....	10
--	----

Section 2 : le modèle keynésien et les modèles de la concurrence monopolistique du commerce international.....	14
--	----

2.1- Le modèle Keynésien du commerce international.....	14
---	----

2.2- Les nouvelles théories du commerce international : Les théories des échanges intra-branche.....	16
--	----

2.2.1- La théorie de la demande représentative de Linder.....	16
2.2.2- Concurrence monopolistique : le modèle de Dixit-Stiglitz-Krugman ou le modèle néo-chamberlinien.....	17
Section 3: Synthèses : Libéraliser les échanges commerciaux, quels effets sur la croissance ?.....	19
<b>CHAPITRE II : LES THEORIES DU PROTECTIONNISME: le libre-échange ne conduit pas toujours à la croissance économique.....</b>	<b>20</b>
Section 1 : La genèse des théories du protectionnisme.....	20
1.1- Le modèle de Brander et Spencer.....	21
1.1.1-Détermination de profit et les conditions de concurrence entre les deux firmes.....	21
1.1.2-Effets de cette pratique d'intervention de l'Etat à l'échange international.....	23
1.2- La théorie du « protectionnisme éducateur » de Friedrich List (1789-1846) : le protectionnisme offensif ou la protection des industries naissantes.....	24
1.3- Le protectionnisme défensif ou la protection des industries vieillissantes : Nicolas Kaldor.....	27
1.3.1-Pourquoi la tentation du protectionnisme défensif ?.....	28
1.3.2-Les effets bénéfiques de ce protectionnisme défensif .....	29
Section 2 : Les théories de l'échange inégal.....	30
2.1- la théorie de l'échange inégal d'obédience marxiste de Samir Amin et Arghiri Emmanuel.....	30
<b>PARTIE II : LES APPORTS DU COMMERCE INTERNATIONAL DANS LA CROISSANCE DE MADAGASCAR .....</b>	<b>35</b>
<b>CHAPITRE I : POLITIQUE ET TENDANCE DU COMMERCE EXTERIEUR MALGACHE.....</b>	<b>35</b>
Section 1 : Politique commerciale de Madagascar.....	35
1.1- De 1960 à 1975.....	35

1.2- De 1975 à 1995.....	35
1.3- Pendant la libéralisation : De 1985 à nos jours.....	36
1.3.1- Les mesures de la politique commerciale.....	37
i) Structure du tarif douanier.....	37
ii) Programme de libéralisation des échanges.....	37
1.3.2- La structure de taxation des importations .....	37
1.3.3- Autres barrières non tarifaires potentielles.....	38
Section 2 : Evolution des échanges extérieurs Malgaches .....	39
2.1- Exportation.....	39
2.1.1- De la période du protectionnisme jusqu'à la première moitié du PAS.(1975 jusqu'au début des années 90).....	39
i) Les pays de destination des produits d'exportation Malgache.....	39
2.1.2- Pendant la seconde moitié de l'Ajustement Structurel et la libéralisation (Des années 90 jusqu'en 2000).....	40
i) Les pays de destination des produits d'exportation Malgache.....	41
2.1.3- Pendant la libéralisation (De 2000 à nos jours).....	42
i) Les pays de destination des produits d'exportation Malgache.....	43
2.2- Importation.....	44
2.2.1- De la période de protectionnisme jusqu' à la première moitié de PAS (De 1975 jusqu'au début des années 90).....	44
i) Pays fournisseurs.....	44
ii) Situation de la balance commerciale .....	45
2.2.2- Pendant la seconde moitié d'Ajustement Structurel et la libéralisation (Des années 90 jusqu'en2000).....	45
i) Pays fournisseurs.....	46
2.2.3- Pendant libéralisation (De 2000 à nos jours).....	47

i) Pays fournisseurs.....	47
ii) Situation de la balance commerciale.....	48
Section 03- Intégration régionale et ses effets .....	49
3.1- Marché Commun de l’Afrique de l’Est et de l’Afrique Australe .....	49
3.2-Southern Africa Development Community (SADC).....	50
3.3- La commission de l’océan Indien (COI) et African Growth Opportunity Act (AGOA).....	50
CHAPITRE II : EFFETS DU COMMERCE INTERNATIONAL SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE .....	51
Section 1 : Période de protection.....	51
Section 2: Période de PAS.....	53
2.1- L’essor de l’industrie textile et l’habillement.....	53
Section 03: Période de libéralisation.....	54
3.1-Transformation structurelle : la répartition du PIB par secteur d’activité .....	54
CHAPITRE III : RECOMMANDATIONS.....	55
CONCLUSION.....	59

**NOM** : TODIARISON

**PRENOM** : Ambinindrazana

**TITRE** : Le rôle du commerce international dans la croissance : cas de Madagascar.

**Nombre de pages** : 60

**Nombre de tableaux** : 17

**Nombre de figures** : 03

**Résumé** :

L'échec de l'initiative protectionnisme au cours des années 75 a fait tomber l'économie malgache dans des difficultés et dans des faiblesses macroéconomiques. Ces dernières ont conduit l'Etat Malgache dans l'ouverture de leur économie.

C'est autour de ce contexte que ce mémoire a été centré leur analyse et vise à apporter les réponses à la question : « Comment le commerce international peut-il favoriser la croissance économique de Madagascar ? ». De ce fait, le gouvernement Malgache a fait des grands efforts dans la libéralisation des échanges, suivis des diverses reformes structurelles. Et surtout, l'existence des avantages comparatifs dans divers secteurs d'activités demeure un des créneaux que le gouvernement Malgache devrait profiter pour y parvenir.

Ainsi, ce mémoire a parvenu à dire, qu'après des différentes études comparatives des effets du commerce international sur la croissance économique entre les périodes de protectionnisme et du PAS ainsi qu'à la période de libéralisation, la libéralisation permet en effet la croissance de l'économie Malgache.

Mots clés : Commerce international, Croissance, Spécialisation, Avantages comparatifs, Echanges intra-branches, Protectionnisme, Mondialisation, Libéralisme, Ajustement structurel, Intégration régionale.

**Encadreur** : Monsieur RAMIARISON Herinjatovo Aimé

**Adresse** : CU ANKATSO II Bloc 68 Porte 05 ANTANANARIVO 101